



Demande d'examen au cas par cas

Reprise de la piste de liaison au Corbier entre le TSD6 Mont Corbier et le TSD6 Sybelles Express



Date : mars 18

N° affaire : 20181378

N° Ref : 18TEC0194A

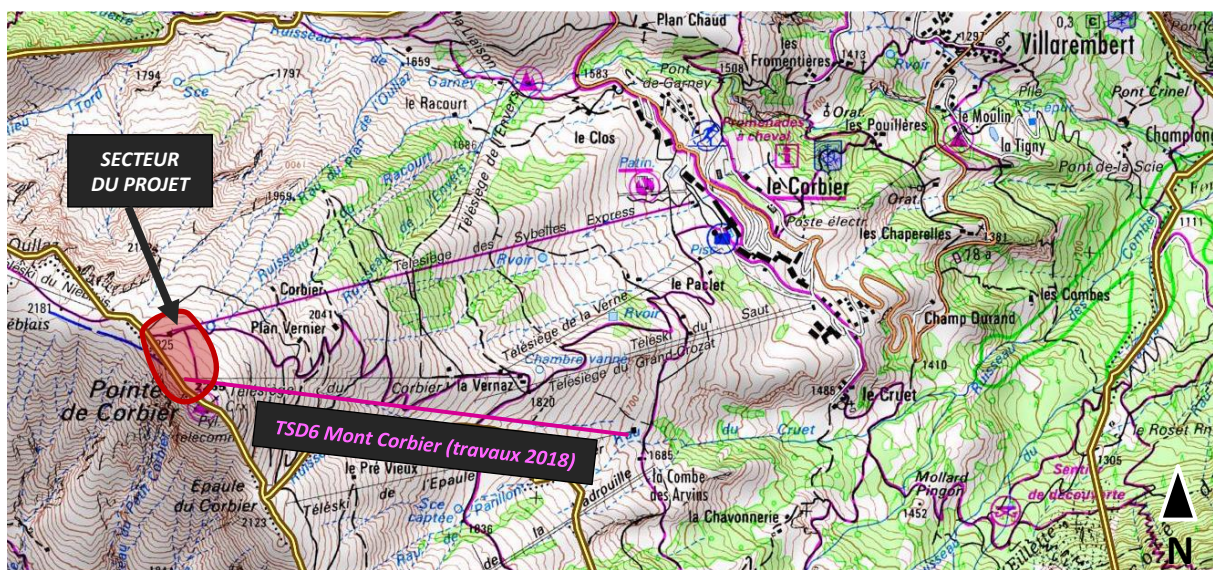
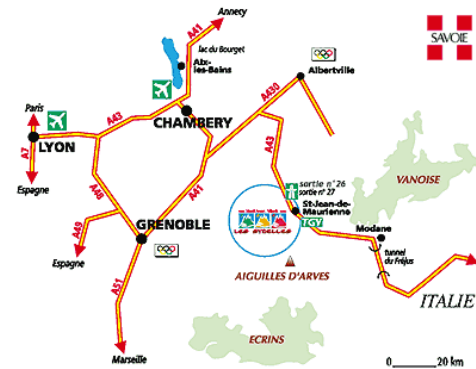
1. LE SITE	4
2. LE PROJET	5
2.1 Preamble	5
2.2 Objectif du projet.....	6
2.3 Présentation générale du projet	6
2.4 Mode opératoire.....	8
2.5 Positionnement réglementaire du projet	10
2.5.1 Code de l'environnement.....	10
2.5.2 Loi sur l'eau	10
2.5.3 Code forestier.....	10
2.6 Plan masse.....	10
3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	14
3.1 Urbanisme	14
3.2 Les risques naturels.....	15
3.2.1 Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles.....	15
3.2.2 CLPA.....	16
3.3 Zonages environnementaux	17
3.3.1 Les zonages d'inventaires.....	17
3.3.1.1 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique	17
3.3.1.2 Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux.....	17
3.3.2 Les zonages réglementaires	17
4. CONTEXTE PAYSAGER.....	19
5. CONTEXTE HUMAIN	24
5.1 Sylviculture.....	24
5.2 Agriculture.....	24
6. CONTEXTE ABIOTIQUE	26
6.1 Hydrographie	26
6.2 Captage	26
7. CONTEXTE BIOTIQUE.....	29
7.1 Habitat	29
7.2 Flore	31
7.3 Faune	31
7.4 Les continuités écologiques	32
7.4.1 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)	32
7.4.2 Trame verte en Savoie.....	32
8. VARIANTES	33
9. EFFETS CUMULES	34
10. LES MESURES	36
10.1.1 ME2 – Information groupement pastoral	36
10.1.2 MR1 – Calendrier de chantier	36
10.1.3 MR2 – Installation de chantier	41
10.1.4 MR4 – Revégétalisation.....	41
10.1.5 MR5 – Réduction du risque de pollution turbide et chimique – Préconisations hydrogéologue	42

10.1.5.1 Kits antipollution	42
10.1.5.2 Formation des personnels.....	42
10.1.5.3 Gestion des déchets	42
10.1.5.4 Limitation des travaux en période de pluie.....	42
10.1.5.5 Réalisation et mise en place d'un plan d'urgence.....	43
10.1.6 MR6 - Plan de circulation, de stationnement et de stockage	44
10.1.7 MR8 – Suivi des sources de Racourt et de la Freydière	46
10.1.8 MS1 – Suivi environnemental de chantier	46
11. CONCLUSION.....	46
12. ANNEXE	47
12.1 Annexe 1 - Conclusion du commissaire enquêteur sur l'enquête publique préalable au projet de remplacement des télésièges de l'épaule et du corbier par le télésiège débrayable du Mont Corbier – 8 mars 2018	47
12.2 Annexe 2 - Rapport hydrogéologique sur un projet de construction de télésiège et de reprofilage d'une piste de ski station du corbier – Commune de villarembert - 11 octobre 2017	48
12.3 Annexe 3 - Arrêté du 17 janvier 1994 relatif à l'alimentation en eau potable du restaurant d'altitude Chalet 2000.....	49
12.4 Annexe 4 - Rapport hydrogéologique sur un projet de reprise de piste de ski – Station du corbier – Commune de villarembert – 27 mai 2017	50

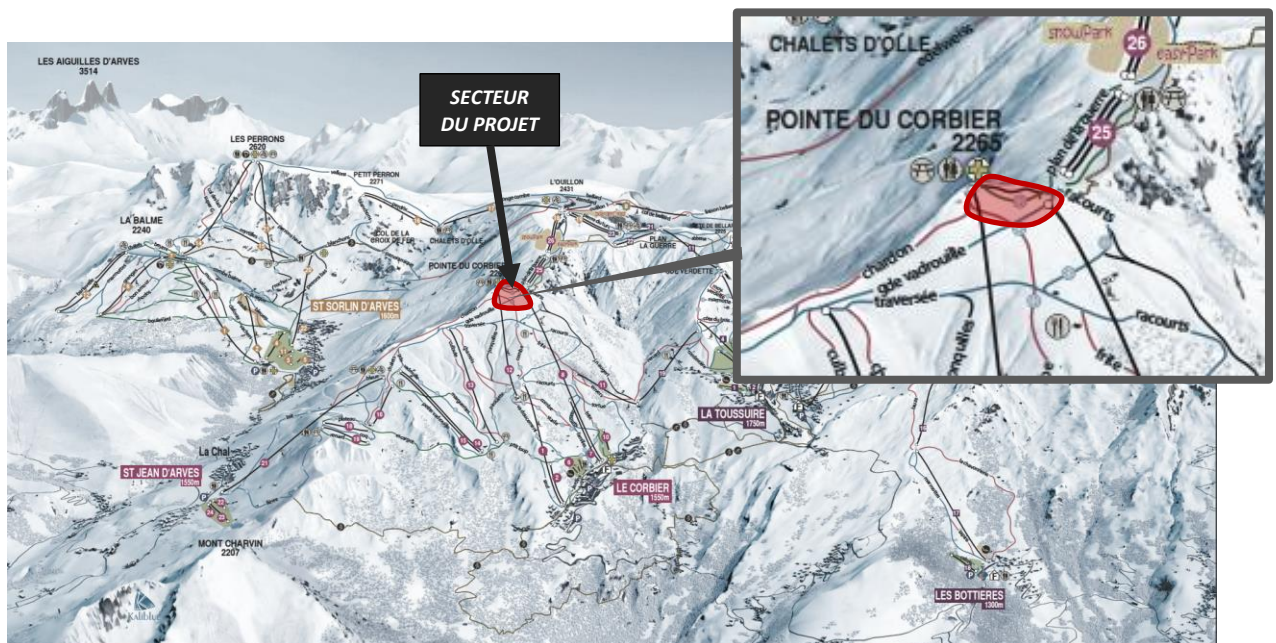
1. LE SITE

La zone du projet est située sur le domaine skiable des Sybelles, sur le secteur du Corbier, sur la commune de Villarembert en Savoie (73).

Il se situe plus précisément en contrebas de la Pointe du Corbier, entre l'arrivée du futur télésiège débrayable 6 places du Mont Corbier (travaux autorisés et prévus pour 2018) et l'arrivée du TSD Sybelles Express (existant).



LOCALISATION DU PROJET SUR CARTE TOPOGRAPHIQUE IGN



LOCALISATION DU PROJET SUR LE PLAN DES PISTES DES SYBELLES

2. LE PROJET

2.1 PREAMBULE

Le projet de piste a été présenté dans le cadre de l'étude d'impact pour le remplacement du télésiège du Corbier et de l'Epaule par le télésiège du Mont Corbier (avis favorable du Commissaire enquêteur le 8 mars 2018, à retrouver en annexe 1).

Cependant, les zones de terrassement pour la liaison entre ce futur télésiège et le Sybelles express se situent en périmètre de captage. Un hydrogéologue a émis un avis défavorable sur le projet de reprise de la piste de liaison (avis émis le 11 octobre 2017 - annexe 2).

Extrait de l'avis (voir partie annexe 2) :

« Je donne avis défavorable au projet [de reprise de la piste de liaison] actuel en raison :

- De la hauteur des affouillements envisagés (7,5 m) qui dépasse très largement la hauteur autorisée (3m) par le décret préfectoral du 17 janvier 1994 relatif à la protection des captages d'eau potable de Pré Racourt et de la Frédière,
- De l'utilisation prévue d'explosifs.

Le projet de reprofilage de la piste de liaison devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 ainsi que les recommandations de mon rapport du 27 mai 2017 concernant la reprise de la piste de la Grande Vadrouille »

Extrait de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 (voir partie annexe 3):

« Sur les périmètres rapprochés, seront interdits :

- Les excavations de plus de 3 m de profondeur »

Recommandations du 27 mai 2017 pour le projet de piste de la Grande Vadrouille (voir partie annexe 4) :

- « Le minage du rocher, même à faible charges, sera interdit
- Les décaissements et la profondeur de la tranchée du réseau neige n'excéderont pas les valeurs prévues (1,5 mètres)
- Les travaux seront réalisés par temps sec et suspendus en cas de fortes précipitations
- Aucun renvoi d'eau ne sera effectué dans les ruisseaux de l'Ollaz et de Pré Racourt
- Toutes les précautions seront prises pour ne pas polluer le sol, en particulier par le déversement d'hydrocarbures :

+ les engins de terrassement seront stationnés la nuit et le week-end en dehors des périmètres de protection. C'est à cet emplacement que s'effectueront l'approvisionnement en carburant et en huile ainsi que les opérations de vidange et d'entretien

+ les engins disposeront d'un matériel de récupération et de confinement des hydrocarbures en cas d'accident, de panne, de fuites ou de rupture de flexible : un kit antipollution d'intervention d'urgence comportant les produits nécessaires pour contenir et arrêter la propagation de la pollution (boudins), absorber les liquides répandus sur le sol (feuilles, coussins, tapis absorbant) et récupérer les déchets d'absorbants (sacs étanches) ainsi que des obturateurs de flexibles

- Durant les travaux, on procédera à un suivi bi-journalier du débit et de la turbidité visuelle des sources de Pré Racourt et de la Frédière afin de pouvoir réagir rapidement en cas de problème.

- *Lors de l'engazonnement de la piste et ultérieurement pour son entretien, l'emploi d'engrais organiques, fumier, lisiers, purins, boues de station d'épuration...sera interdit. Seul sera autorisé l'apport d'un amendement minéral de type « Vert Pistes » à doses modérée (+100 kg/hectares). »*

Le projet a donc été revu dans sa technicité et sa fonctionnalité en prenant en compte les préconisations de l'hydrogéologue. Les hauteurs affouillements dans le périmètre de protection rapproché de captage du Chalet 2000 ont été respectées (pas plus de 3 mètres) lors de la définition du projet et les recommandations de l'hydrogéologue seront respectées lors des travaux.

2.2 OBJECTIF DU PROJET

La SATVAC prévoit le remplacement de 2 télésièges fixes par un unique télésiège débrayable rejoignant la pointe du Corbier, point culminant de la station. Ce nouvel appareil aura un débit de 3000 pers/heure, contre 2000 pers/h pour l'appareil existant. Ce projet a été approuvé par le commissaire enquêteur le 8 mars 2018.

Pour absorber cette augmentation de flux skieurs, il convient de reprendre la piste de liaison entre le sommet du TSD Corbier et le sommet du TSD Sybelles express, point de distribution vers les différents secteurs de la station (retour station via Les Racourts, accès St Jean d'Arves via piste Vadrouille, ou accès Sybelles via Torrets).

Le télésiège projeté et les terrassements de ses plateformes de départ et d'arrivée sont exclus de la présente demande et ont fait l'objet d'un permis séparé.

2.3 PRESENTATION GENERALE DU PROJET

Le projet en question consiste à reprendre le tronçon de piste entre le sommet de la Pointe du Corbier, point d'arrivée du futur télésiège, et l'arrivée existante du TSD Sybelles Express.

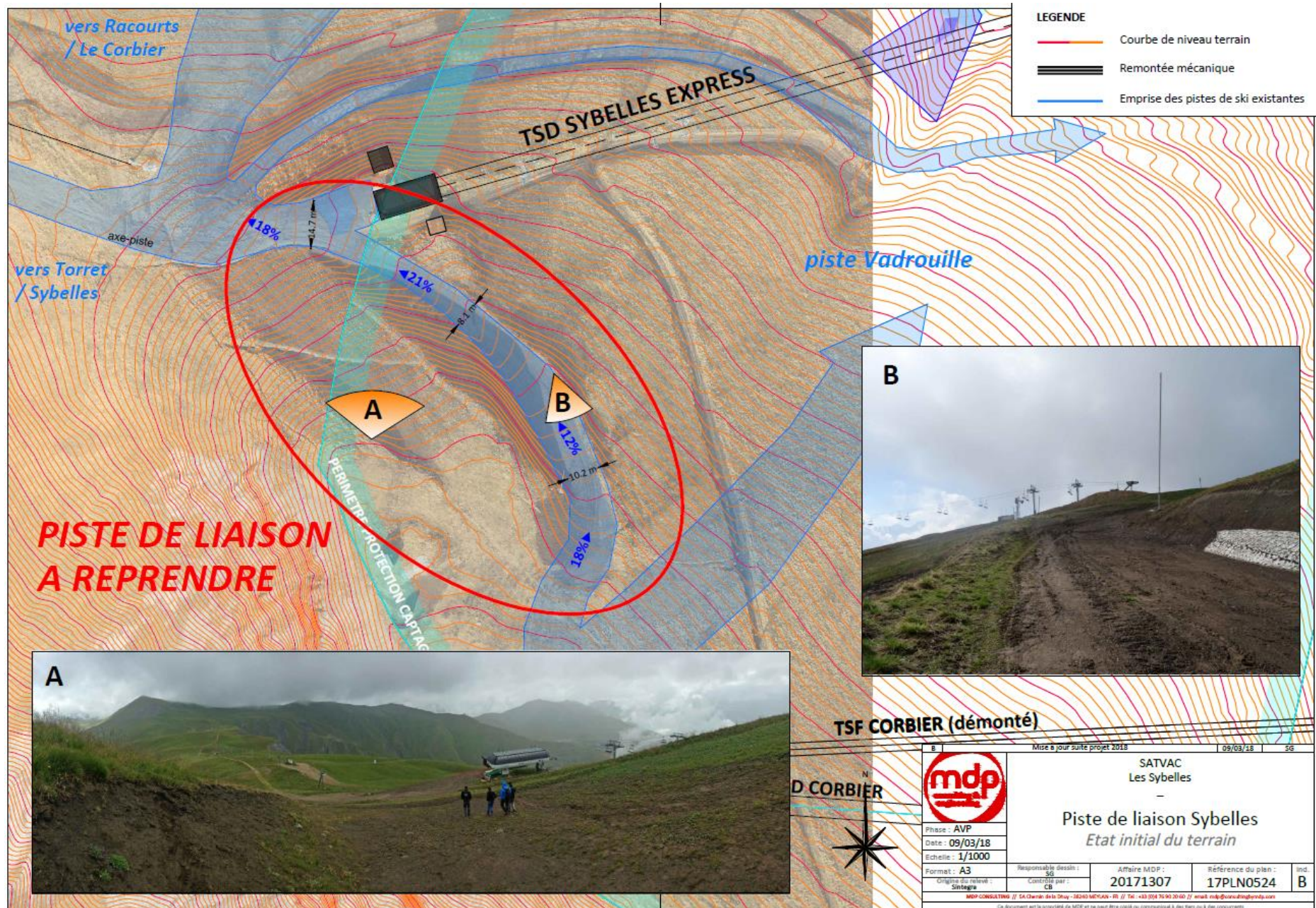
La piste existante est en effet trop étroite en comparaison de sa pente, et a même tendance à se rétrécir sur la partie finale, là où la pente devient plus raide (rétrécissement à 7m de large pour une pente de 21%).

De plus, cette piste finit sur la zone de débarquement du TSD Sybelles Express, ce qui déjà aujourd'hui est problématique d'un point de vue sécurité, et qui pourrait devenir problématique avec une augmentation de débit.

L'objectif est donc d'élargir cette piste en conservant le tracé, pour avoir un gabarit de 25m, et d'adoucir la pente pour qu'elle n'excède pas les 17% sur tout le linéaire, afin de l'homogénéiser et d'absorber l'augmentation prévisible du débit.

Au niveau du débarquement du TSD Sybelles, cet élargissement permettra de bien dissocier les flux arrivant du TSD Corbier et ceux débarquant de ce télésiège, tout en améliorant le confort des usagers (plus de place et moins de pente au débarquement).

Voir ci-dessous l'état actuel de la zone.



Pour éviter les apports ou exports, le volume de matériaux nécessaire aux remblais sera le volume qui sera déblayé, permettant ainsi un équilibre total des terrassements.

Ci-après les caractéristiques de la piste existante, et les objectifs de la reprise de cette piste :

	Piste existante	Piste projetée
Longueur	165 m	175 m
Dénivelé	30 m	30 m
Pente moyenne	18 %	16 %
Pente maxi	21 %	17 %
Largeur	Entre 7 et 14 m	Entre 13 et 26 m

Surface	7 500 m ²
Volume de déblai	4 500 m ³
Volume de remblai	4 500 m ³
Hauteur maxi des affouillements / exhaussements	- 5 m / + 3,6m
Pente des talus de déblai	3H/2V (66%)
Pente des talus de remblai	2H/1V (50%)

La zone de projet se situe en partie dans un périmètre de protection de captage. Les hauteurs maxi des affouillements de 5 mètres se situent hors périmètre de captage. Les affouillements maximums dans le périmètre de captage sont de 1.5 mètres (voir profil 4 bis ci-après).

2.4 MODE OPERATOIRE

Les moyens mis en œuvre pour la réalisation de ces aménagements de pistes seront les suivants :

- **Décapage de la terre végétale quand elle existe, stockage et remise en place de la terre végétale**
 - hauteur moyenne de décapage de 0,10 m à 0,20 m. Cette terre sera stockée sur le chantier en merlon d'une hauteur maximale de 1,50 m. afin de préserver sa qualité en vue du régalage ;
 - régalage de la terre végétale mise en dépôt sur les surfaces d'emprise des terrassements.
- **Terrassement déblais/remblais :**

Les déblais :

- déblaiement des matériaux, talutage avec arrondissement des hauts de talus sur 1,5 m sur les zones non minées afin d'éviter l'apparition de phénomènes tels que les terrassettes d'effondrement ;
- démolition par tous moyens de roches ou de bancs de pierres éventuellement rencontrés
- pente des talus de déblais à 100%

Les remblais :

- mise en forme des talus
- arrondissement des hauts de talus sur 1,5 m afin d'éviter l'apparition de phénomènes d'érosion pour les talus en remblais ;
- toutes les dispositions permettant d'assurer une parfaite stabilité du remblai, notamment réalisation d'assise de plateforme par redans, drainage de l'assise des remblais, purges éventuelles avant mise en place des matériaux, triage des matériaux, amenée des matériaux.
- compactage par couches successives de 0.40 m d'épaisseur maximum ;
- drainage de l'assise des remblais si nécessaire ;

Les matériaux seront transportés de l'amont vers l'aval de la piste autant que possible.

Les matériaux utilisés pour les remblais proviendront exclusivement des matériaux décaissés sur les parties en déblais.

- **Minage / Pétardage de blocs (en dehors du périmètre de captage uniquement) :**
 - pré-découpage, minage contrôlé avec retardateur si nécessaire ;
 - calcul des charges en tenant compte de la nature et de la stratification du rocher afin d'éviter tout glissement ou accident inhérent à la nature des plans de stratification.
- **Rigoles superficielles et cunette en pied de talus:**
 - mise en œuvre des cunettes ainsi que des rigoles superficielles d'une profondeur de 0,50m ;
 - pente des rigoles de 12 à 15 %.
 - l'implantation sera réalisée en tenant compte des bassins versant de chacune des zones et les eaux seront évacuées des plates formes vers des écoulements naturels existants.
 - étant donné le profil de pente, une rigole tous les 20m est envisagée.
 - une cunette est également prévue en pied de chaque talus de déblais.
- **Concassage, régalaage et compactage**
 - concassage des minéraux présents sur site avec concasseur
 - granulométrie identique aux portions de pistes existantes
 - régalaage des minéraux concassés sur la zone terrassée
 - compactage par couche successives pour une bonne stabilité des matériaux
- **Masque drainant :**
 - réalisation de masques drainants sur talus de déblais avec venue d'eau le cas échéant,
 - mise en place de matériaux drainants le cas échéant.
- **Enherbement :**
 - enherbement effectué sur les zones terrassées en deux passes (après terrassements, et à l'année N+1) ;
 - mélange adapté à l'altitude et à l'orientation (la teneur du mélange est explicitée dans l'étude d'impact jointe au présent permis) ;
 - un effort particulier sera fait sur les talus de remblais pour leur intégration.

2.5 POSITIONNEMENT REGLEMENTAIRE DU PROJET

2.5.1 Code de l'environnement

Au regard des rubriques suivantes de l'annexe du R122-2 du Code de l'environnement, à date du 1^{er} janvier 2017 :

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
43. Pistes de ski, remontées mécaniques et aménagements associés.	a) Création de remontées mécaniques ou téléphériques transportant plus de 1 500 passagers par heure.	a) Remontées mécaniques ou téléphériques transportant moins de 1 500 passagers par heure à l'exclusion des remontées mécaniques démontables et transportables et des tapis roulants mentionnés à l'article L. 342-17-1 du code du tourisme.
	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixes d'exploitation permanente) d'une superficie supérieure ou égale à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixes d'exploitation permanente) d'une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge.
	c) Installations et aménagements associés permettant d'enneiger une superficie supérieure ou égale à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.	c) Installations et aménagements associés permettant d'enneiger une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou une superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge.

Le projet de reprise de piste, de 0,75 ha, est soumis à la procédure de demande au cas par cas.

A noter que le premier scénario de la reprise de la liaison a été présenté dans l'étude d'impact globale traitant de l'ensemble de l'opération (remontée mécanique et piste). La DREAL a émis un avis tacite sur ce dossier.

2.5.2 Loi sur l'eau

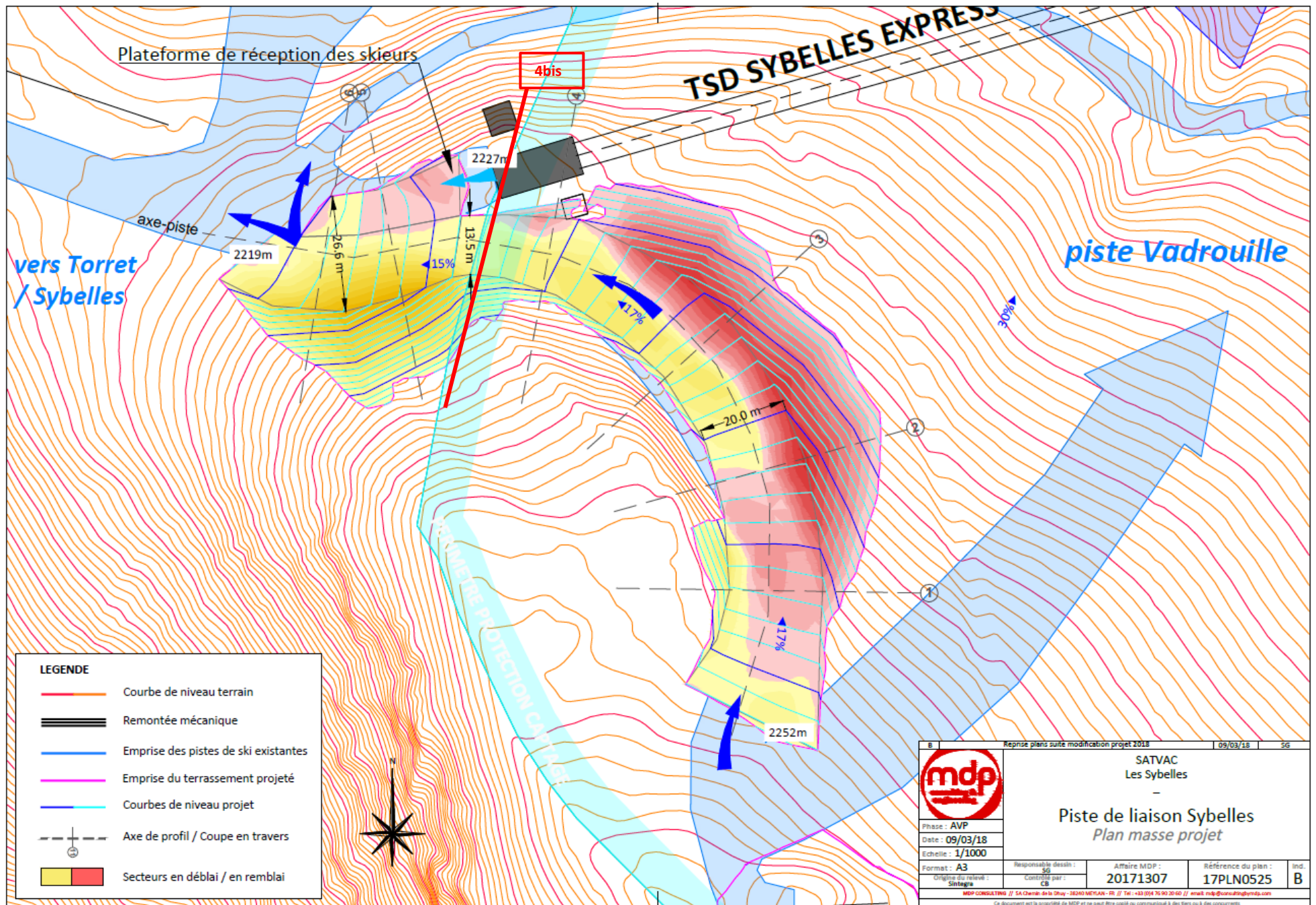
La zone de projet n'est pas concernée par une zone humide ou par un cours d'eau.

Le projet n'est pas soumis à la loi sur l'eau.

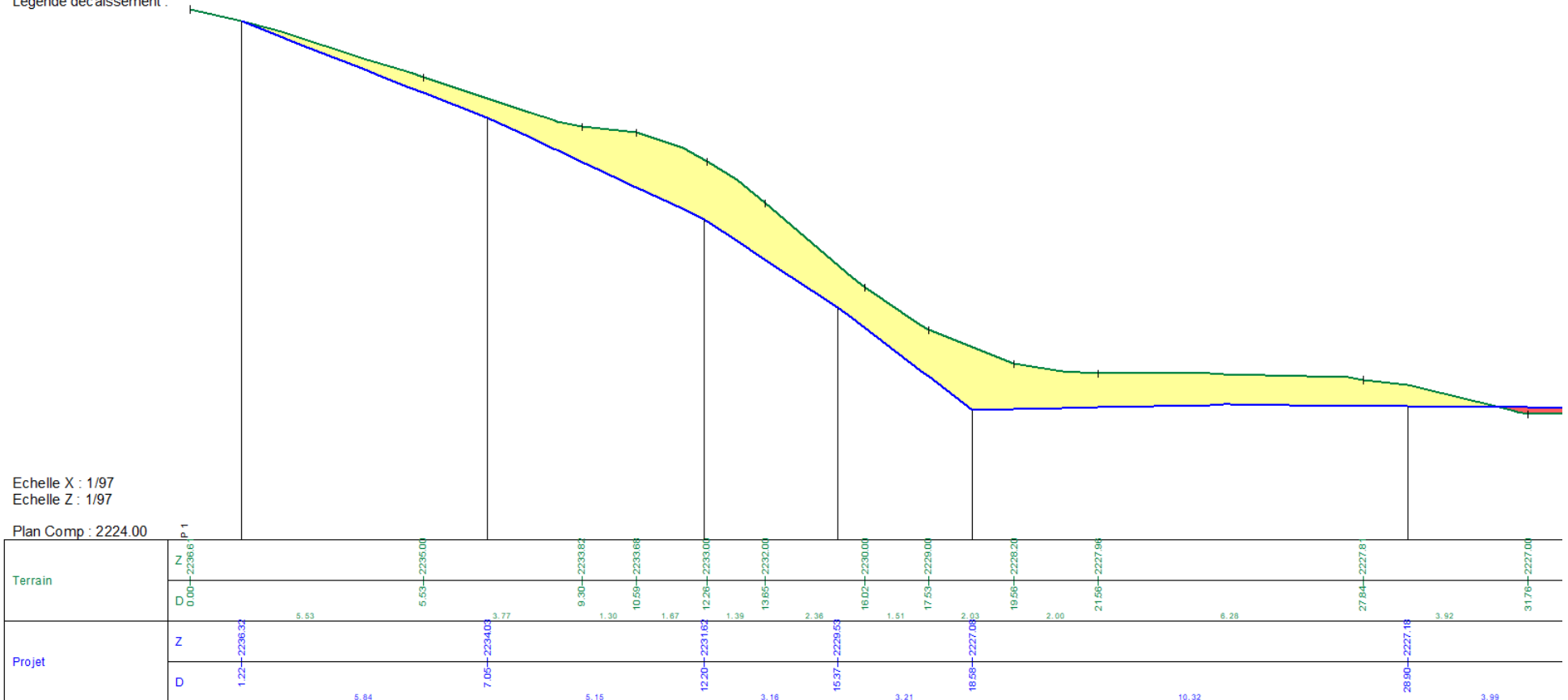
2.5.3 Code forestier

Aucun défrichement n'est envisagé, les portées réglementaires sont donc levées.

2.6 PLAN MASSE



Légende décaissement :



CARNET DE PROFILS

Axe : Axe-piste

N° profil : 5

Pk : 178.04m

Légende décaissement :

Section remblais : 1.82

Section déblais : 82.64

Echelle X : 1/300

Echelle Z : 1/300

Plan Comp : 2211.1

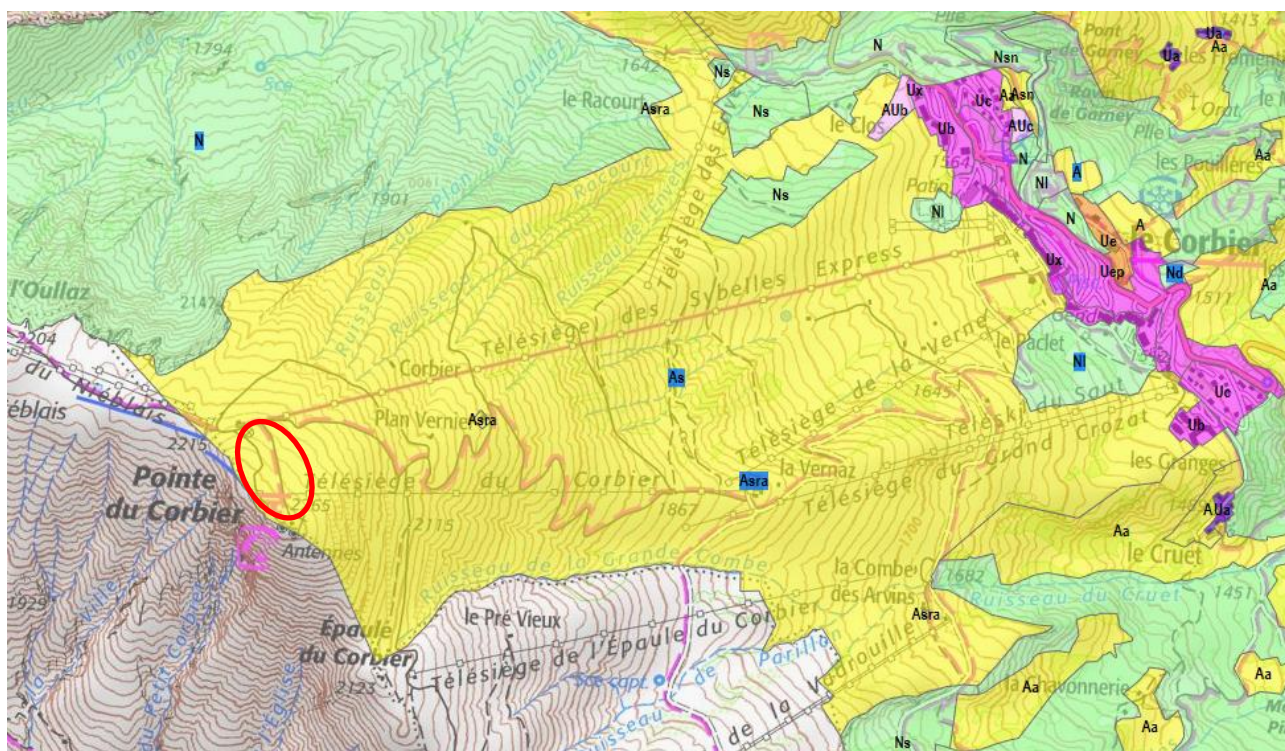


Profil représentant les affouillements maximums de 5 mètres hors périmètre de protection de captage

3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

3.1 URBANISME

La commune de Villarembert dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 5 avril 2017.



La zone d'étude se trouve en zone As « Zone agricole, secteur qui est ou peut être aménagé en vue de la pratique du ski alpin du R.123-11 du Code de l'Urbanisme ».

Article A2 : Occupations et utilisations des sols soumises à conditions

Sont admises, uniquement dans les secteurs identifiés As au titre de l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme, et sous conditions, les occupations et utilisations du sol suivantes :

« Les équipements, aménagements, constructions et bâtiments strictement nécessaires à l'exploitation du domaine skiable (dont les remontées mécaniques) à condition qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale dans l'unité foncière où ils sont implantées et que des mesures soient mises en œuvre pour participer à la sauvegarde des espaces agricoles, naturels et des paysages. »

La zone de projet est située sur un secteur autorisant les aménagements liés au domaine skiable.

3.2 LES RISQUES NATURELS

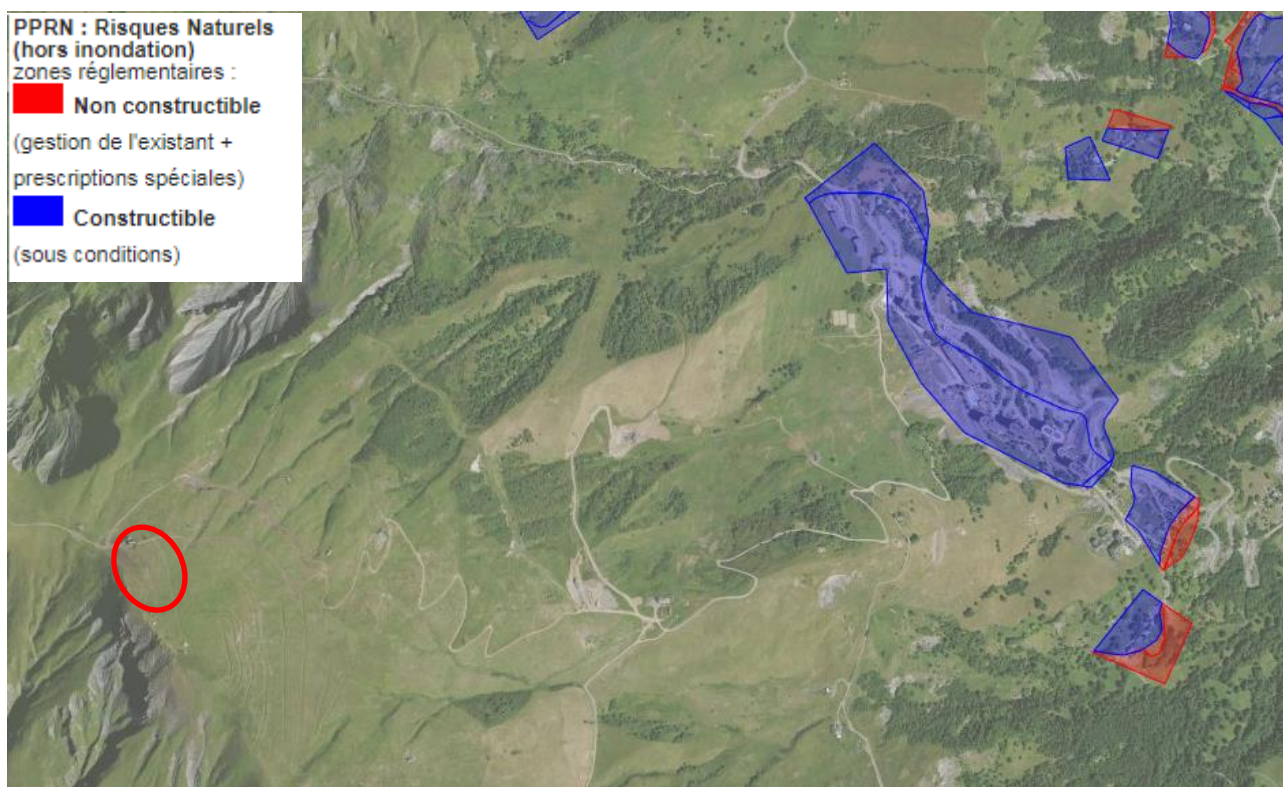
3.2.1 Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles

La commune dispose d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRn) approuvé le 22 juillet 2002.

Sur la commune de Villarembert, les risques naturels répertoriés sont :

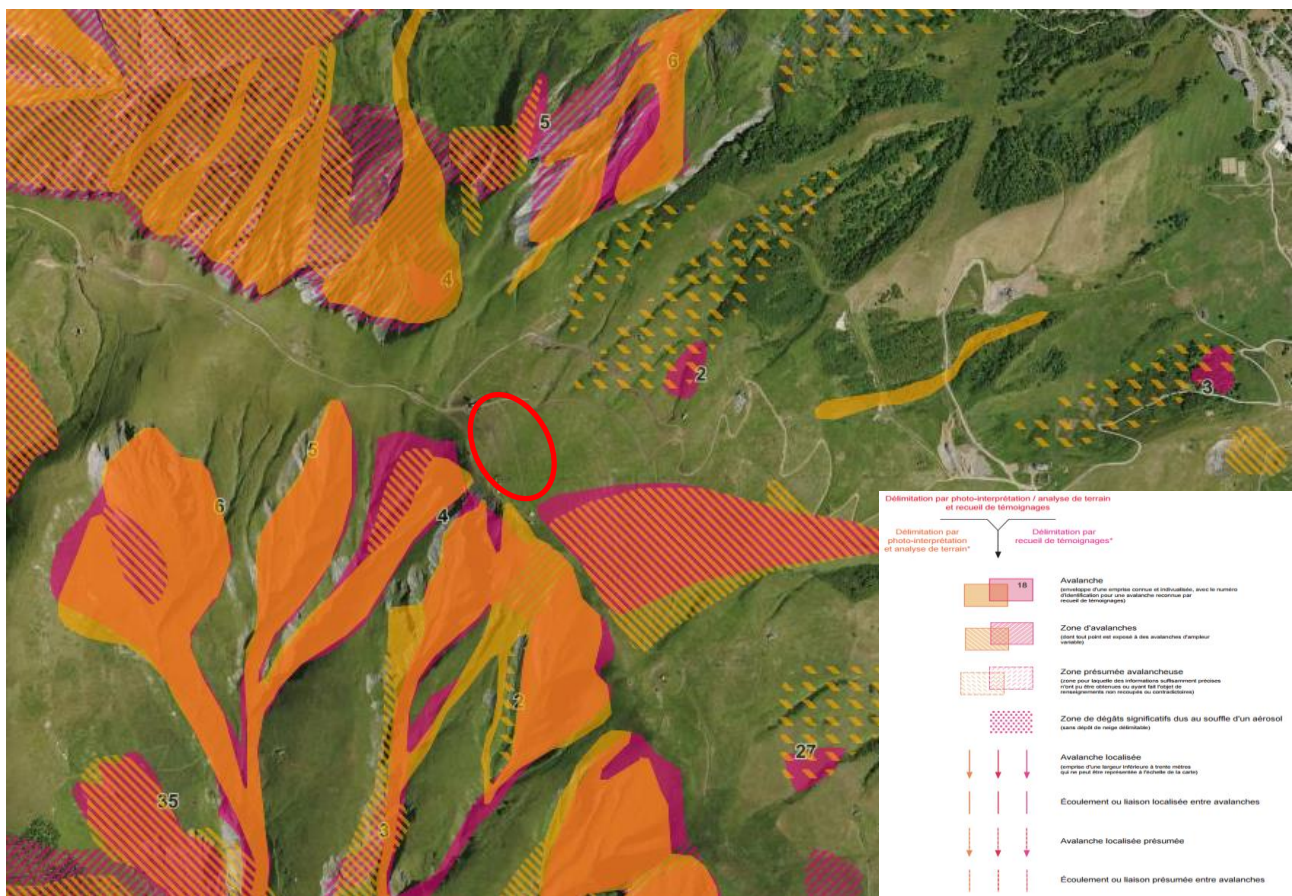
- Risque d'avalanche
- Risque d'inondation
- Risque de gonflement des argiles
- Risque sismique

Le projet étant éloignée des habitations, il n'est pas soumis au périmètre réglementaire du PPRn. Les secteurs concernés par le zonage réglementaire sont représentés sur la carte ci-dessous.



Le projet n'est pas concerné par les zonages réglementaires du PPRn de la commune de Villarembert.

3.2.2 CLPA



Le projet n'est pas concerné par un risque d'avalanche. De plus, la zone de projet étant sur le domaine skiable, elle est concernée par le PIDA (plan d'intervention de déclenchement des avalanches) qui sécurise le domaine face aux risques d'avalanches.

3.3 ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

3.3.1 Les zonages d'inventaires

3.3.1.1 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Les ZNIEFF sont des zones identifiées comme remarquables au regard de leurs qualités paysagères, faunistiques et/ou floristiques. Ces inventaires n'ont pas d'impact restrictif en matière d'aménagement mais il convient de prendre en compte la sensibilité des milieux.

Une partie de la zone de projet est comprise dans la ZNIEFF de type II « massif des grandes rousSES ».

3.3.1.2 Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux

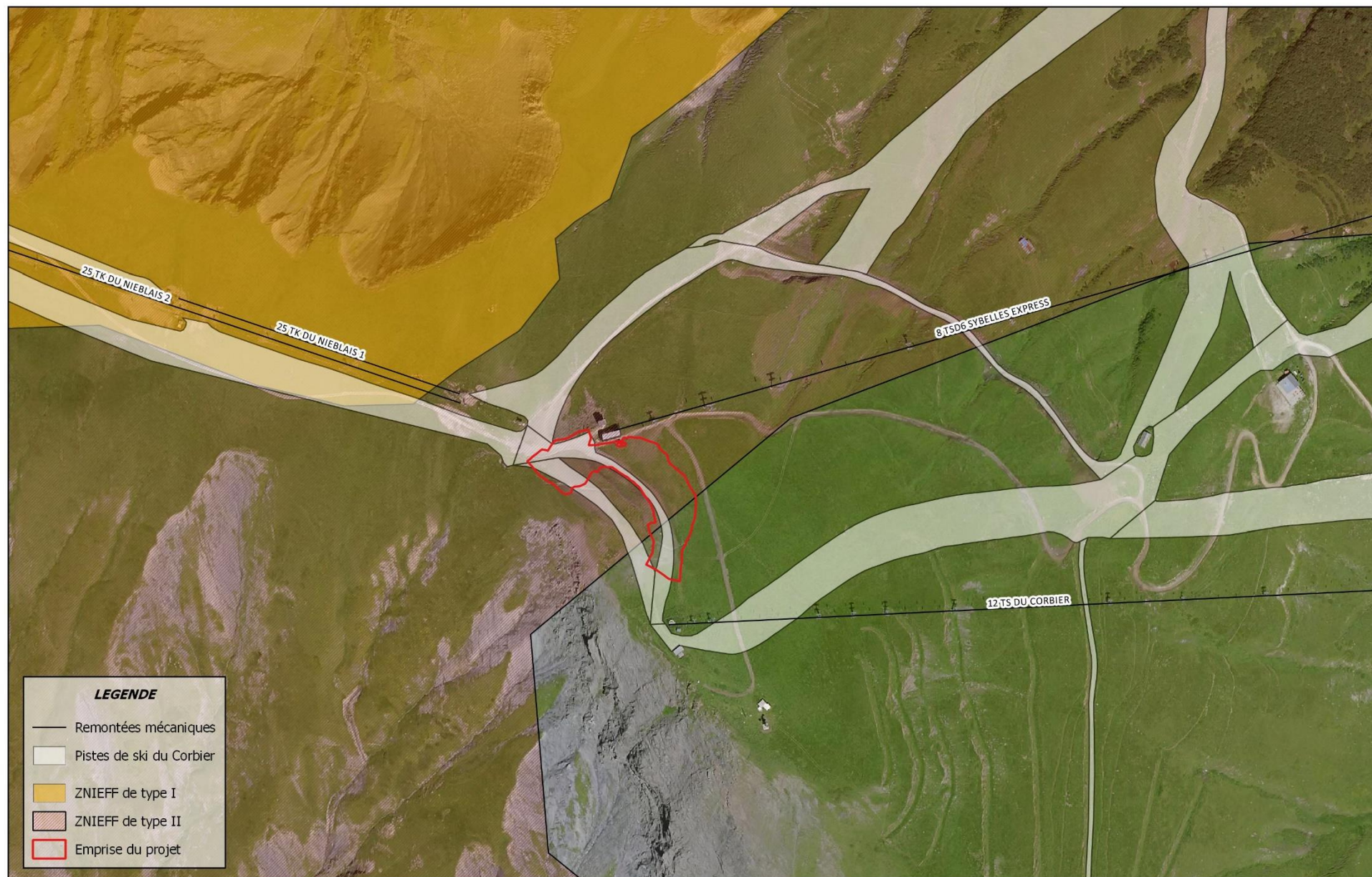
Le projet n'est pas concerné par une ZICO.

Voir cartographie des zonages d'inventaires ci-dessous.

3.3.2 Les zonages réglementaires

Le projet n'est pas concerné par des zonages réglementaires.

A noter, il est situé à plus de 3km du site classé du Massif de l'Etendard et Col du Glandon et sans co-visibilité directe ou indirecte car le projet est situé sur l'envers.

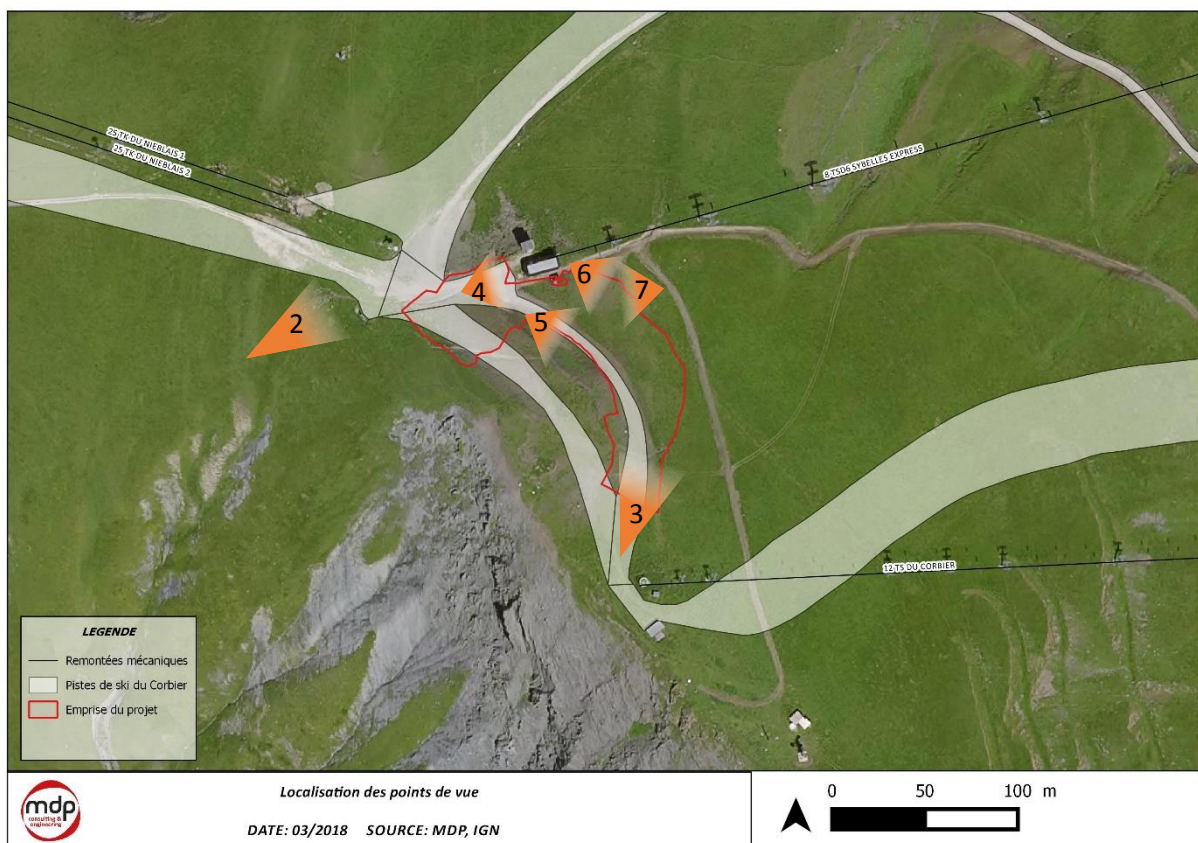
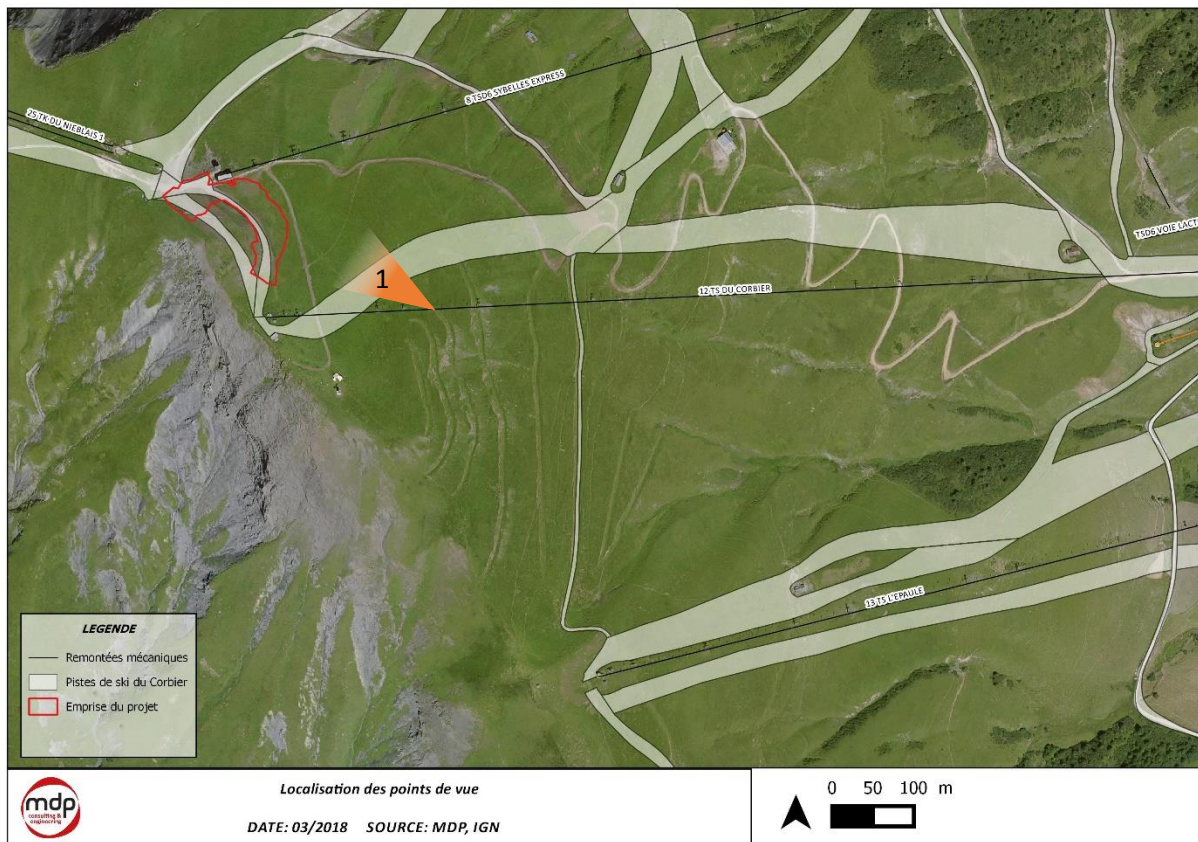


Zonages d'inventaires

DATE: 01/2018 SOURCE: MDP, IGN



4. CONTEXTE PAYSAGER





3



4

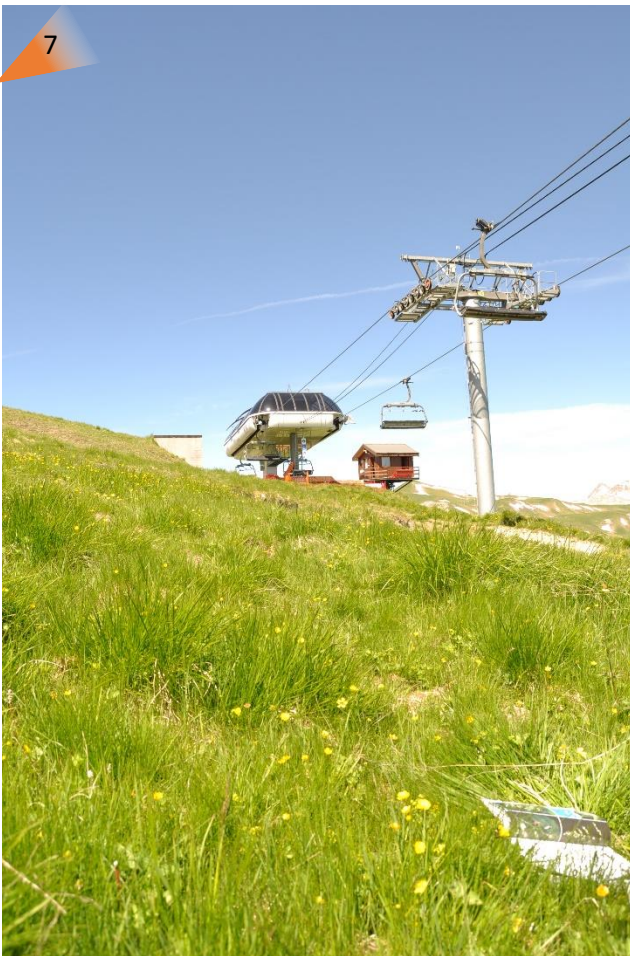


4



5



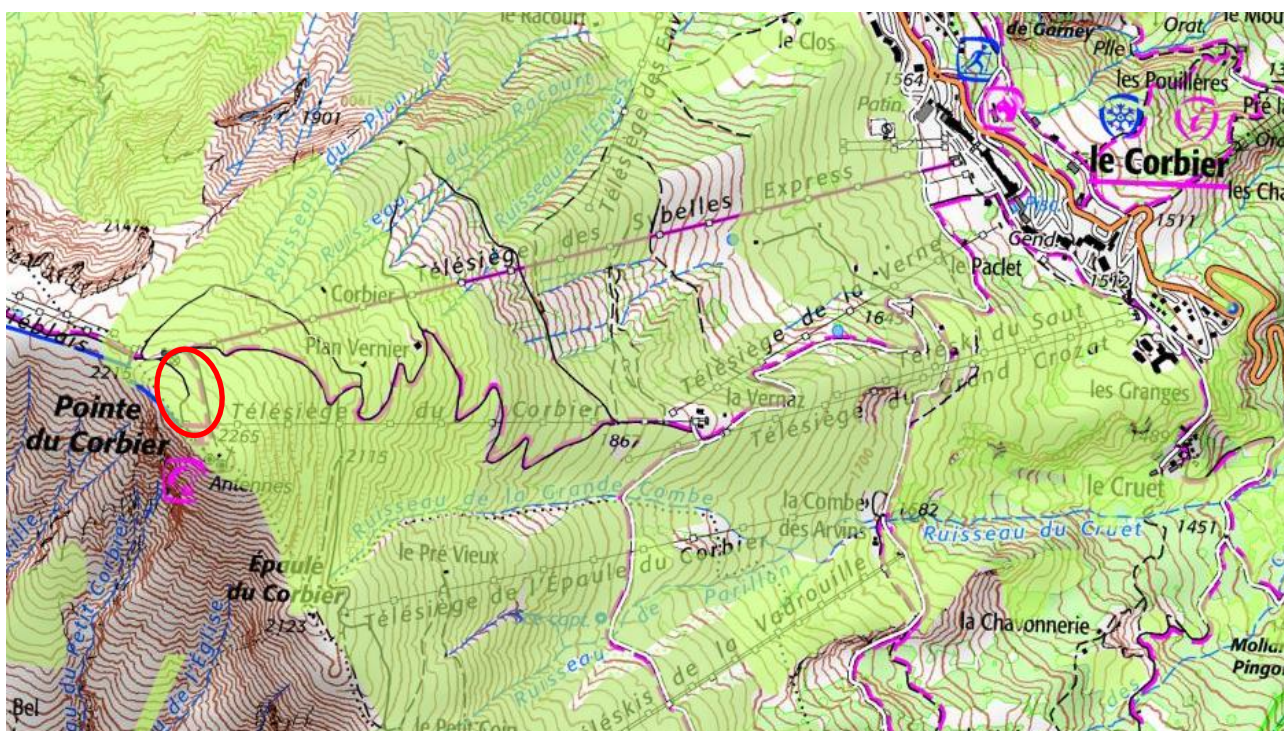


5. CONTEXTE HUMAIN

5.1 SYLVICULTURE

La zone de projet n'est pas concernée par des boisements.

5.2 AGRICULTURE



SITUATION DU PROJET SUR LE REGISTRE PARCELLAIRE GRAPHIQUE (RPG) DE 2016 – GEOPORTAIL

Le projet se situe sur des parcelles à usage agricole, des prairies permanentes.

La zone de projet est concernée par une unité pastorale : Mont Corbier.

Le projet est concerné par des zones à usages agricoles. Une concertation devra être effectuée avec les agriculteurs de la zone de projet. La piste, qui sera revégétalisée, retrouvera sa fonction agricole les années suivantes les travaux.

A noter toutefois que les inventaires de terrain réalisés pour ce projet et dans le cadre de l'Observatoire, ont noté que les pentes observés sur ce secteur décourageaient les vaches qui restent légèrement plus sur les terrassettes. Il n'y aura pas de suppression d'espace pastoral mais un potentiel dérangement des travaux durant la phase travaux. Des mesures de gestion, d'information et de signalétique devront être mise en œuvre.



LEGENDE

- Remontées mécaniques
- ▬ Pistes de ski du Corbier
- ▭ Emprise du projet
- ▭ Unité Pastorale



Agriculture : unité pastorale

DATE: 03/2018 SOURCE: MDP, IGN



6. CONTEXTE ABIOTIQUE

6.1 HYDROGRAPHIE

La zone de projet n'est pas concernée par un cours d'eau temporaire ou permanent. Les mesures mises en place pour protéger le captage d'eau potable du Chalet 2000 seront également efficaces pour la limitation des matières en suspensions et les risques de pollution aux hydrocarbures sur les ruisseaux temporaires de l'Oullaz ou de Raccourt, s'écoulant 400 m en contre-bas.

Voir la carte ci-dessous.

6.2 CAPTAGE

La zone est concernée par deux sources :

- Source de la Fredière
- Source du Ruisseau de Pré Racourt

C'est deux captages permettent d'alimenter le chalet restaurant « 2000 » situé légèrement en aval. Le restaurant est ouvert seulement pendant la saison hivernale.

Les terrassements prévus sont compris dans un périmètre de captage. Un premier projet de liaison avait été présenté à un hydrogéologue qui avait émis un avis défavorable au projet.

La réglementation du périmètre rapproché

« Les périmètres des deux sources est regroupés en un seul périmètre. Il enveloppe à l'aval les deux périmètres immédiats jusqu'à la ligne de crête de la pointe du Corbier.

À l'intérieur de ces périmètres sont interdits :

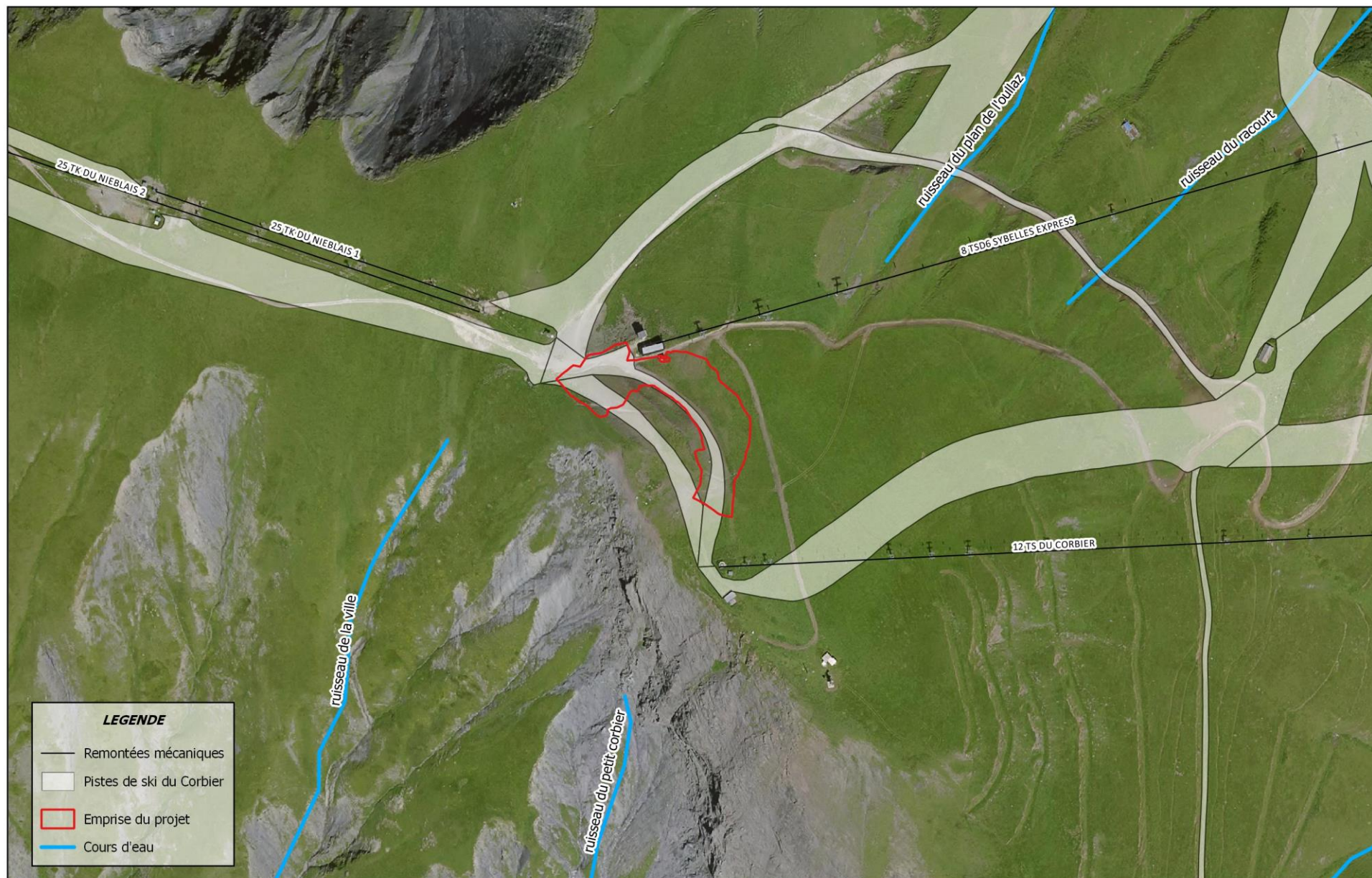
- La présence habituelle d'animaux domestique mais non leur pacage occasionnel,
- Les abreuvoirs et les stocks de sels
- L'épandage ou l'infiltration de fumier, lisiers, boues et stations d'épuration, engrais organiques ou chimiques, herbicides ou pesticides
- Le stockage d'hydrocarbure liquide ou gazeux
- Les excavations à plus de 3m de profondeur
- D'une façon générale, toute activité ou tout fait susceptible de porter atteinte à la qualité ou à la quantité de l'eau captée.

Seront réglementés :

- Le tracé de nouvelles pistes de ski, nouveau chemins et sentiers de randonnées
- La construction de nouvelles remontées mécaniques
- La construction de chalet. Elle ne pourra être autorisée qu'à condition du strict respect des interdits et en particulier que les eaux usées soient évacuées en canalisation étanche à l'extérieur des périmètres de protection.»

Une partie de la zone d'étude est compris dans le périmètre de protection de captage de deux captages.

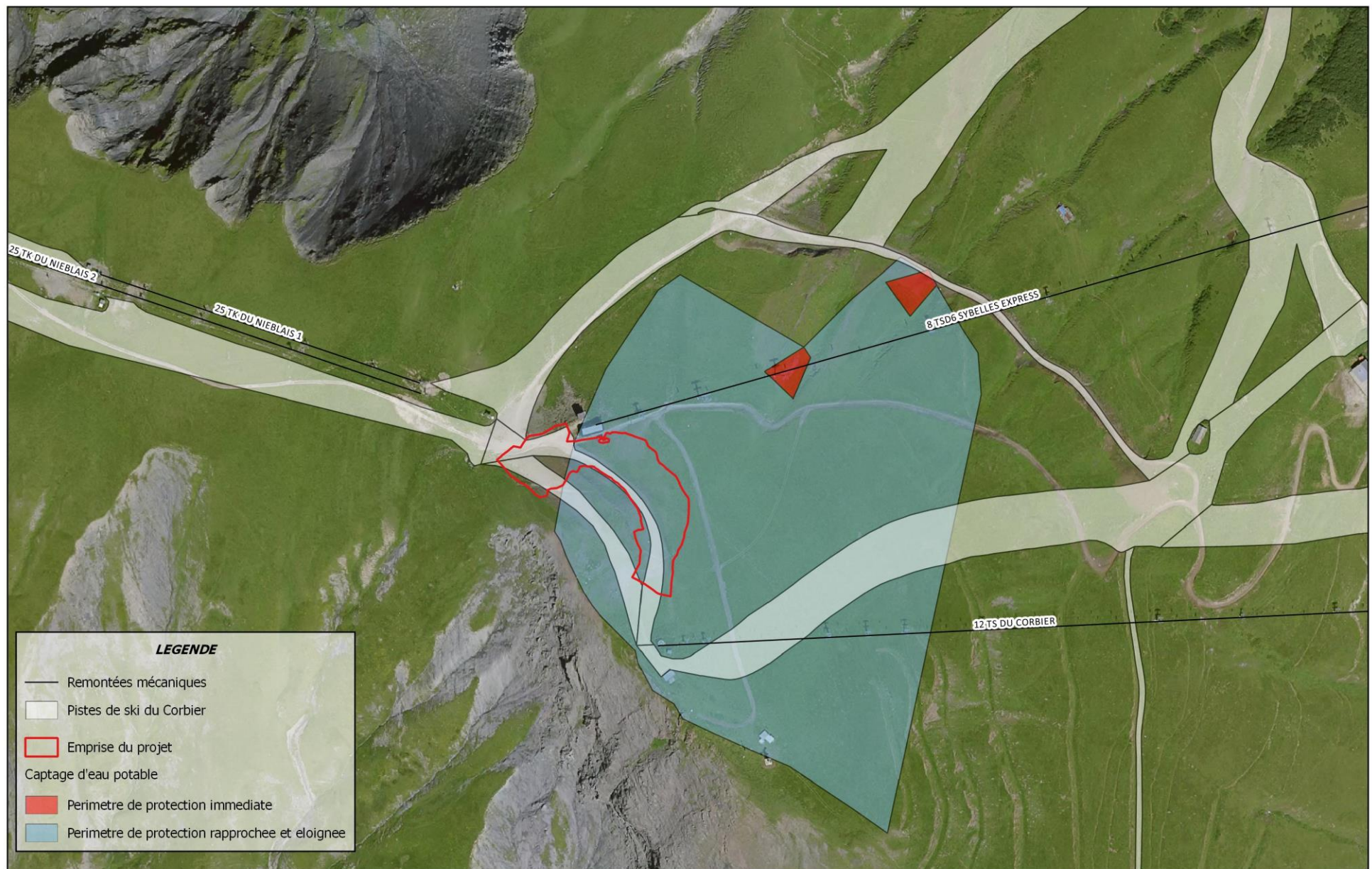
Les préconisations de l'hydrogéologue dans son rapport du 11 octobre 2017 ont été respectées pour la définition des nouveaux plans. Des mesures seront également mises en œuvre. Voir partie mesures.



Hydrographie

DATE: 03/2018 SOURCE: MDP, IGN





Captage

DATE: 03/2018 SOURCE: MDP, IGN



7. CONTEXTE BIOTIQUE

Des inventaires sur la zone de projet ont été réalisés dans le cadre de l'étude d'impact de télésiège du Mont Corbier.

7.1 HABITAT

Un travail cartographique a été réalisé sur le domaine skiable des Sybelles dans le cadre de son observatoire de l'environnement. Des inventaires, dans le cadre de l'étude d'impact du Mont Corbier, ont permis d'affiner la cartographie d'habitat sur la zone de projet

Les habitats sont qualifiés en fonction de leur sensibilité sur une échelle construite telle que :

Enjeu fort : L'habitat est communautaire et prioritaire, il est représentatif de sites Natura 2000 à proximité et héberge des formations écologiques remarquables.

Enjeu modéré : L'habitat peut-être communautaire et représentatif d'un site Natura 2000. Il n'héberge cependant pas de formation écologique remarquable.

Enjeu faible : L'habitat n'est pas communautaire, il est soit largement représenté sur le site, soit constitué de formations à faible valeur.

Enjeu très faible : L'habitat ne présente qu'une richesse faible à inexistante. Il est généralement issu d'interventions humaines récentes ou trop perturbé pour que des formations écologiques remarquables s'y installent.

Ces enjeux sont bien entendus pondérés par les précisions sur la faune et la flore.

Les effets sur les habitats sont de deux types :

- **La suppression d'une surface d'habitat** : cela correspond à la construction d'une structure permanente qui empêche le retour d'un quelconque habitat.
- **La modification** : cela correspond à la modification temporaire d'un habitat.

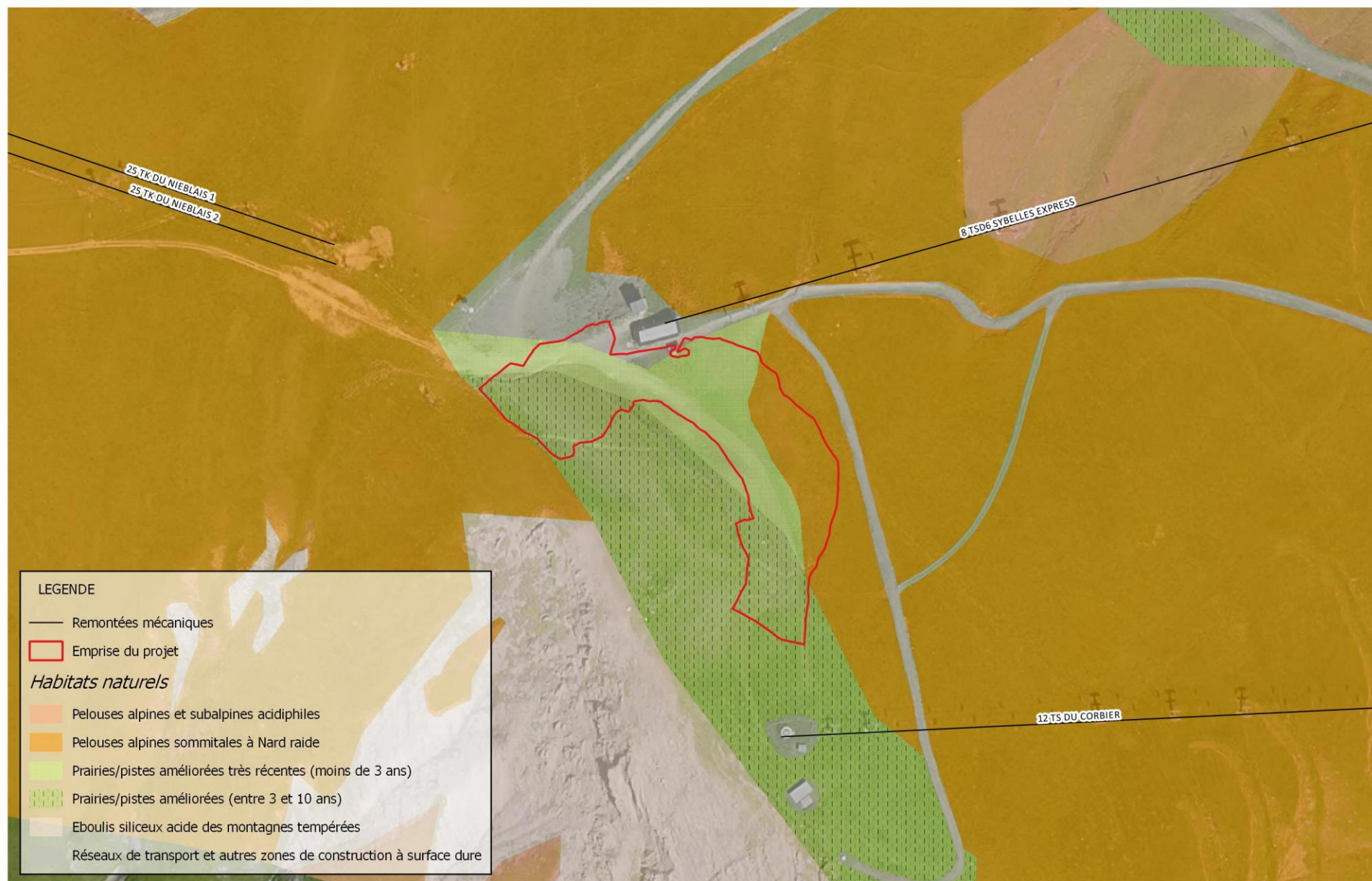
Les terrassements vont engendrer une modification d'habitat.

La zone de projet se situe sur le domaine skiable et une piste déjà existante, les habitats sont donc très anthropisés.

A l'exception du Gazon à Nard raide, habitat communautaire, mais qui ne possède pas une diversité floristique importante sur la zone de projet. L'enjeu local pour cet habitat est donc considéré comme modéré.

Habitats	EUNIS	Corine Biotop e	N200 0	Sensibilité européenne	Sensibilité intrinsèque	Sensibilité locale	Surface modifiée en ha	Impact sur les habitats
Prairies/pistes améliorées	EA/EB	/	/	/	FAIBLE	FAIBLE	0.75	FAIBLE
Zones rudérales	J4	/	/	/	FAIBLE	FAIBLE	0.02	FAIBLE
Gazons à Nard raide et groupement apparentés	E4.31	36.31	6230	Communautaire Non Prioritaire	FORTE	MODERE	0.15	FAIBLE

Le projet va engendrer une modification d'habitat. En effet, la piste sera revégétalisée suite aux travaux (prise en compte des recommandations de l'hydrogéologue pour la revégétalisation des surfaces dans le périmètre de protection de captage). Au vu des surfaces impactées relativement faibles et des zones rudérales présentes, les impacts sur les habitats sont considérés comme faibles.



Habitats naturels

DATE: 03/2018 SOURCE: MDP

0 300 600 m



7.2 FLORE

Des inventaires ont été réalisés sur la zone le 26 Aout 2015 dans le cadre du diagnostic général de l'Observatoire ainsi que le 7 juillet 2016 et le 17 Aout 2017.

Aucune espèce végétale protégée n'a été observée sur la zone de projet.

7.3 FAUNE

Des inventaires sur la faune ont été réalisés dans le cadre de l'étude d'impact du télésiège du Mont Corbier.

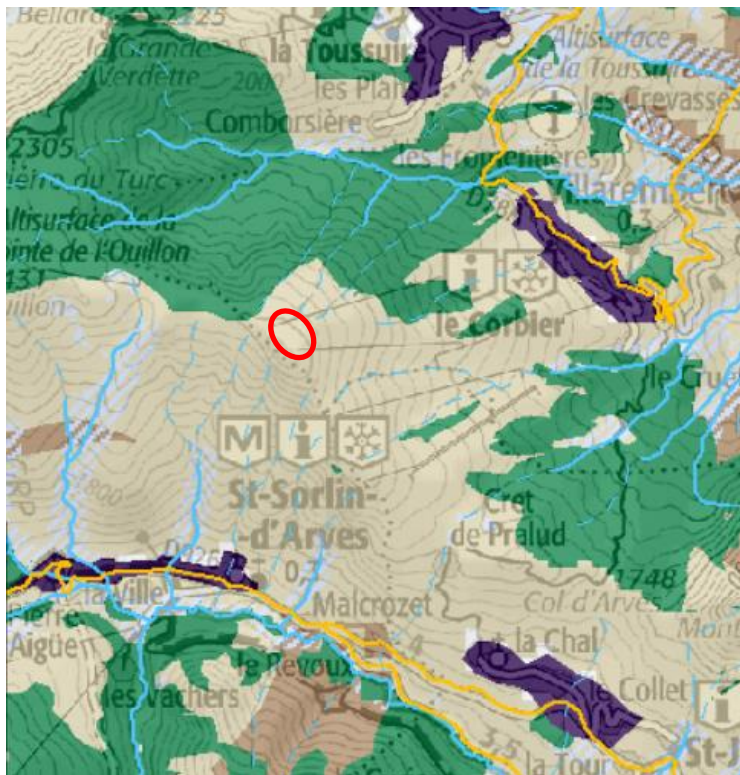
Des espèces à enjeux ont été observées à proximité de la zone de projet.

Espèces potentielles ou avérées	Nom latin	Nom vernaculaire	Sensibilité de l'espèce	Sensibilité au regard du site et de son utilisation
Espèce observée ou entendue	<i>Lepus timidus</i>	Lièvre Variable	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Anthus spinoletta</i>	Pipit spioncelle	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Motacilla alba</i>	Bergeronnette grise	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Oenanthe oenanthe</i>	Traquet Motteux	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Phoenicurus ochrurus</i>	Rougequeue noir	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Montifringilla nivalis</i>	Niverolle alpine	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Alauda arvensis</i>	Alouette des champs	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Zootoca vivipara</i>	Lézard vivipare	FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la Succise	TRES FORTE	FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Parnassius mnemosyne</i>	Semi Apollon	FORTE	TRES FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Saxicola rubetra</i>	Tarier des prés	TRES FORTE	TRES FORTE
Espèce observée ou entendue	<i>Prunella collaris</i>	Accenteur alpin	FORTE	TRES FORTE

Au vu des surfaces induites par le projet (0.75ha), les impacts sur les habitats vont être réduits. De plus, Les travaux seront réalisés à l'automne (après le 15 aout) pour éviter le dérangement des espèces présentes à proximité de la zone de projet.

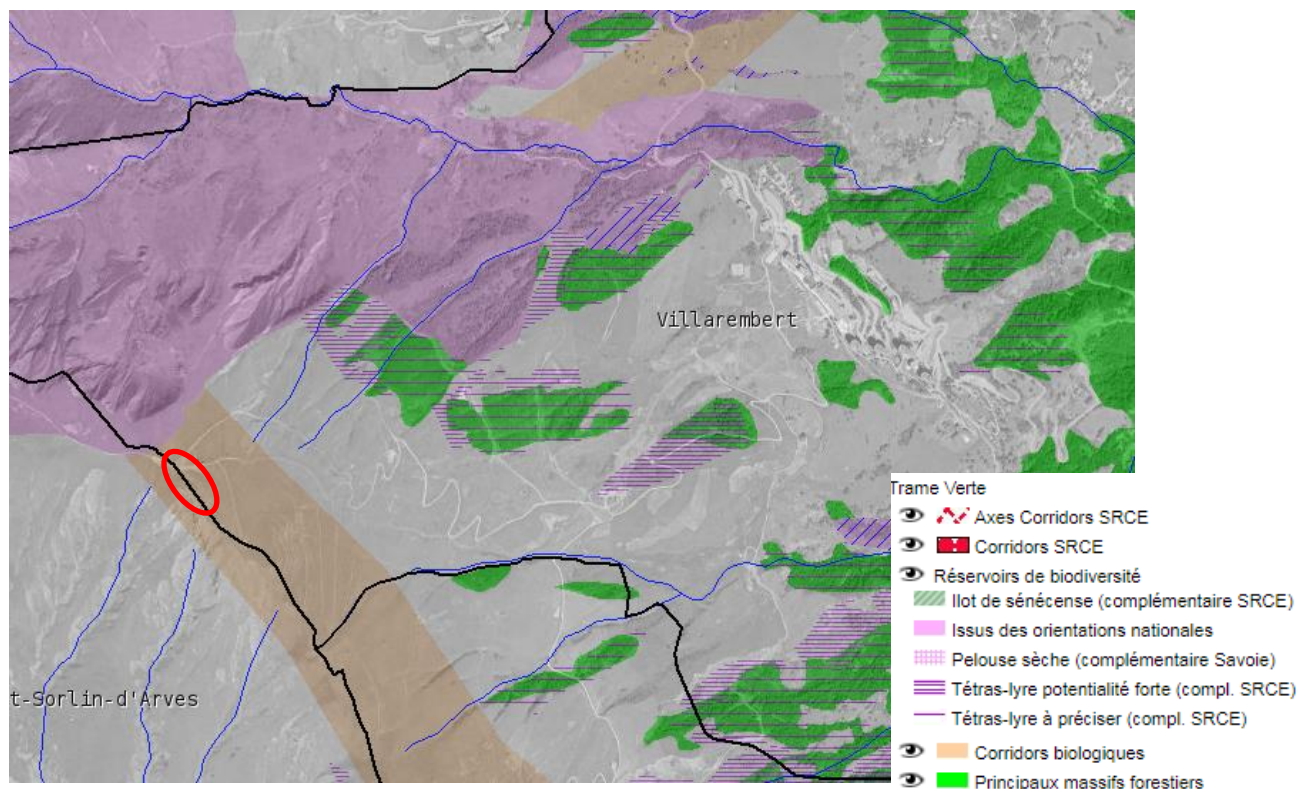
7.4 LES CONTINUITES ECOLOGIQUES

7.4.1 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)



La zone de projet, déjà morcelée par de nombreux usage ne représente pas à petite échelle un corridor important. Toutefois, dans le SRCE, de portée régionale, le massif constitue un réservoir de biodiversité important entre le Grésivaudan et la Maurienne.

7.4.2 Trame verte en Savoie



Le projet est concerné par un corridor biologique départemental. Cependant, la zone de projet qui se situe au cœur du domaine skiable, présente déjà de nombreux obstacles (remontées mécaniques...) pour le déplacement de la faune. Les travaux de piste n'induit pas une rupture de la continuité du corridor, les enjeux sont donc considérés comme faible.

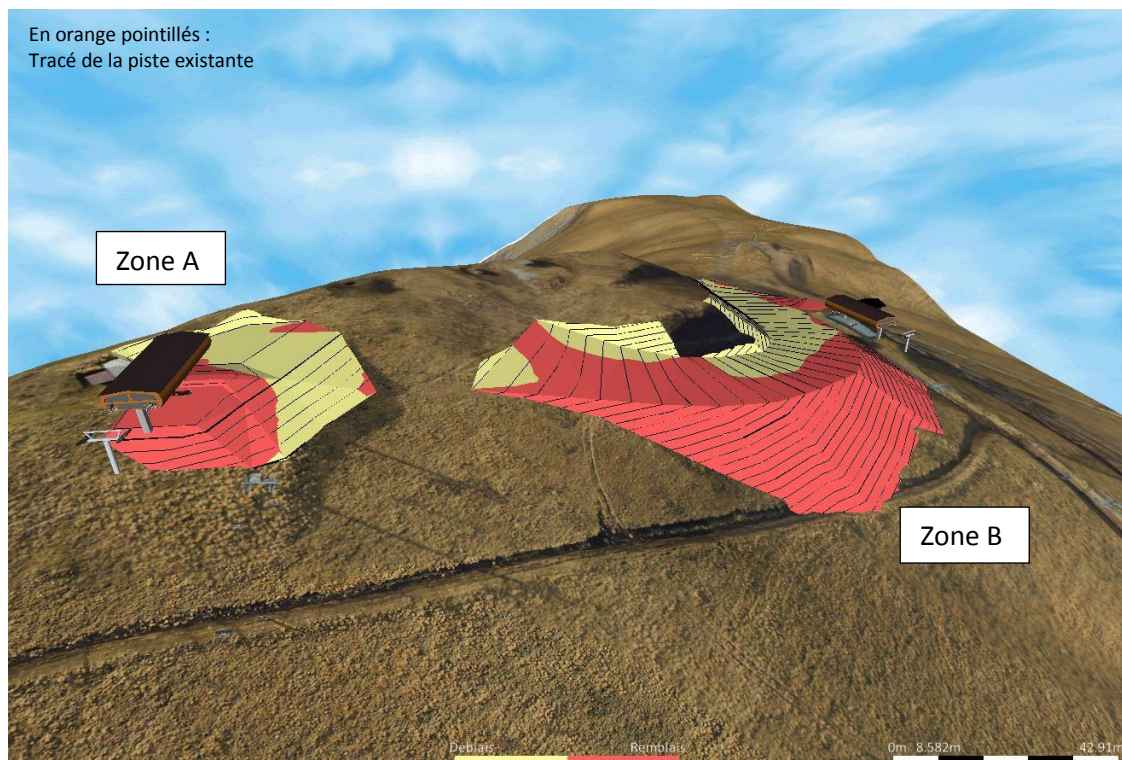
8. VARIANTES

Une première version de la piste avait été présentée dans l'étude d'impact pour remplacement des télésièges de l'Epaule et du Corbier par le télésiège du Mont Corbier. Le projet a été modifié en fonction de l'avis de l'ARS (projet concerné par un périmètre de protection de captage).

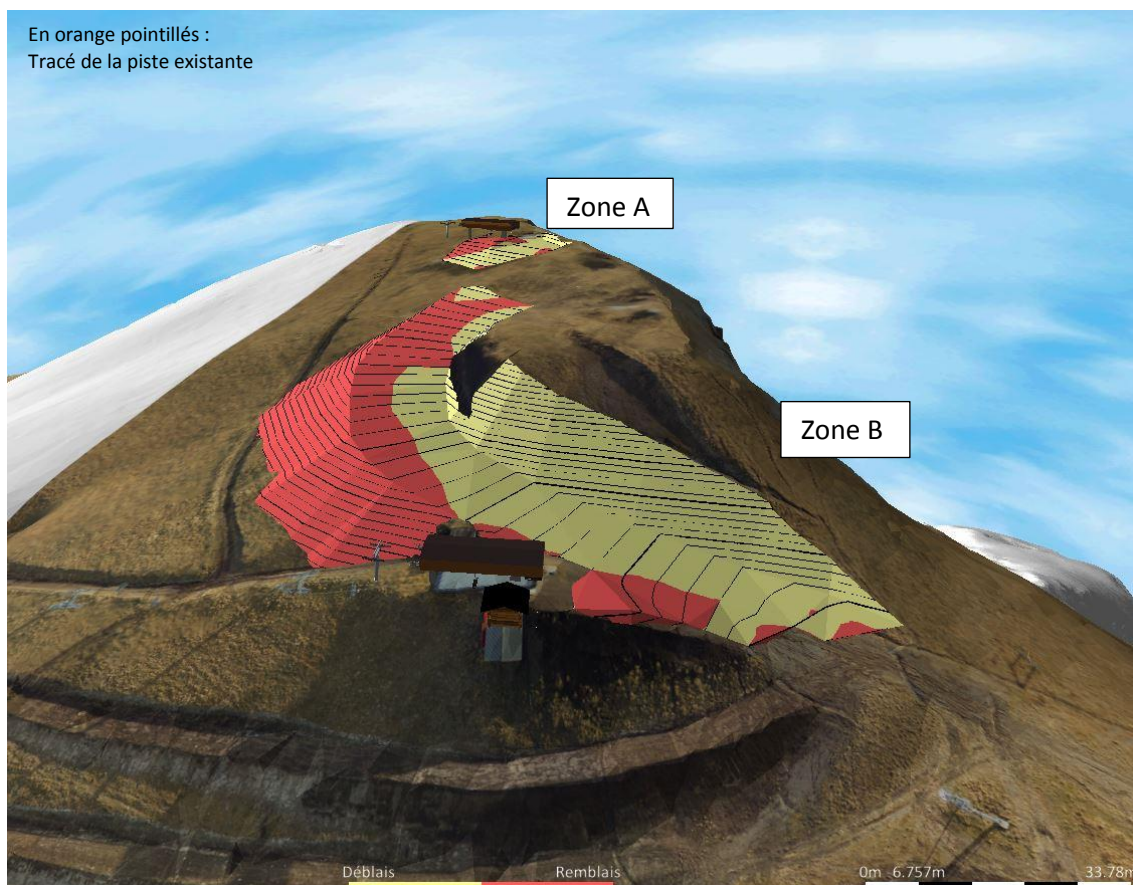
	Piste existante	Piste projetée
Longueur	165 m	175 m
Dénivelé	30 m	30 m
Pente moyenne	18 %	17 %
Pente maxi	21 %	18 %
Largeur	Entre 7 et 14 m	25 m

Surface :	9 679 m ²
Volume de déblai :	8 500 m ³
Volume de remblai :	8 500 m ³
Hauteur maxi des affouillements / exhaussements :	- 7.5 m / + 5,1 m

Les caractéristiques ci-dessus sont ceux de la zone B. La zone A représente les terrassements présentés dans l'étude d'impact pour la réalisation de la plateforme de la gare d'arrivée du télésiège du Mont Corbier.



VUE 3D DU SECTEUR AMONT



Le rapport de l'hydrogéologue du 11 octobre 2017 (à retrouver en annexe) a émis un avis défavorable pour le reprofilage de la piste de liaison entre l'arrivée du télésiège du Corbier et l'arrivée du télésiège des Sybelles express (zone B) par rapport à la hauteur d'affouillement envisagé de 7,5 mètres et l'utilisation d'explosifs.

Le projet a été repris avec le scénario présenté dans cette demande au cas par cas avec un objectif fonctionnel de large de piste réduit mais des hauteurs d'affouillement revus selon les préconisations de l'hydrogéologue dans le périmètre de protection de captage (3m).

9. EFFETS CUMULES

Le projet présenté dans cette demande d'examen au cas par cas est lié au remplacement des télésièges du Corbier et de l'Epaule par le télésiège du Mont Corbier (avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de remplacement de télésiège).

La piste existante, zone de débarquement du TSD Sybelles Express, est en effet trop étroite et qui pourrait devenir problématique avec une augmentation de débit.

Les terrassements en gare d'arrivée sont également situés en périmètre de protection de captage. Cependant, pour ce projet un avis favorable de l'ARS a été émis (affouillements de moins de 3 mètres) sous réserve de respecter des préconisations lors des travaux.

L'analyse des impacts sur ce projet a été réalisée dans le cadre d'une étude d'impact qui a reçu un avis favorable du commissaire enquêteur le 8 mars 2018 après enquête publique.



Effets cumulés

DATE: 03/2018 SOURCE: MDP, IGN



10. LES MESURES

Les travaux étant organisés en parallèle de ceux de la remontée mécanique, les mesures et leurs numérotations seront reprises et adaptées pour ce nouveau scénario.

10.1.1 ME2 – Information groupement pastoral

L'enjeu agropastoral est important sur le site.

Les agriculteurs ont été informés du large programme de travaux et des aménagements envisagés à moyen et long terme :

- lors des présentations des projets de la délégation de Services publics aux élus
- lors du comité de pilotage de l'Observatoire où l'ensemble des socio-professionnels ont été invités.

Une information en amont du groupement pastoral est impérative avec le début des travaux spécifiques pour l'installation de la nouvelle remontée mécanique et le démantèlement des deux anciens appareils.

Réunion du 13/11/15



10.1.2 MR1 – Calendrier de chantier

Cette mesure, parfois considérée comme une mesure d'évitement est un engagement important de la part du maître d'ouvrage.

Dans l'étude d'impact, un travail d'affinage de ce calendrier en fonction des périodes sensibles est apporté. Il permet de garantir que la conservation des espèces n'est pas remise en cause sur le site et écarte la potentialité de destruction d'individus ou de nichée.

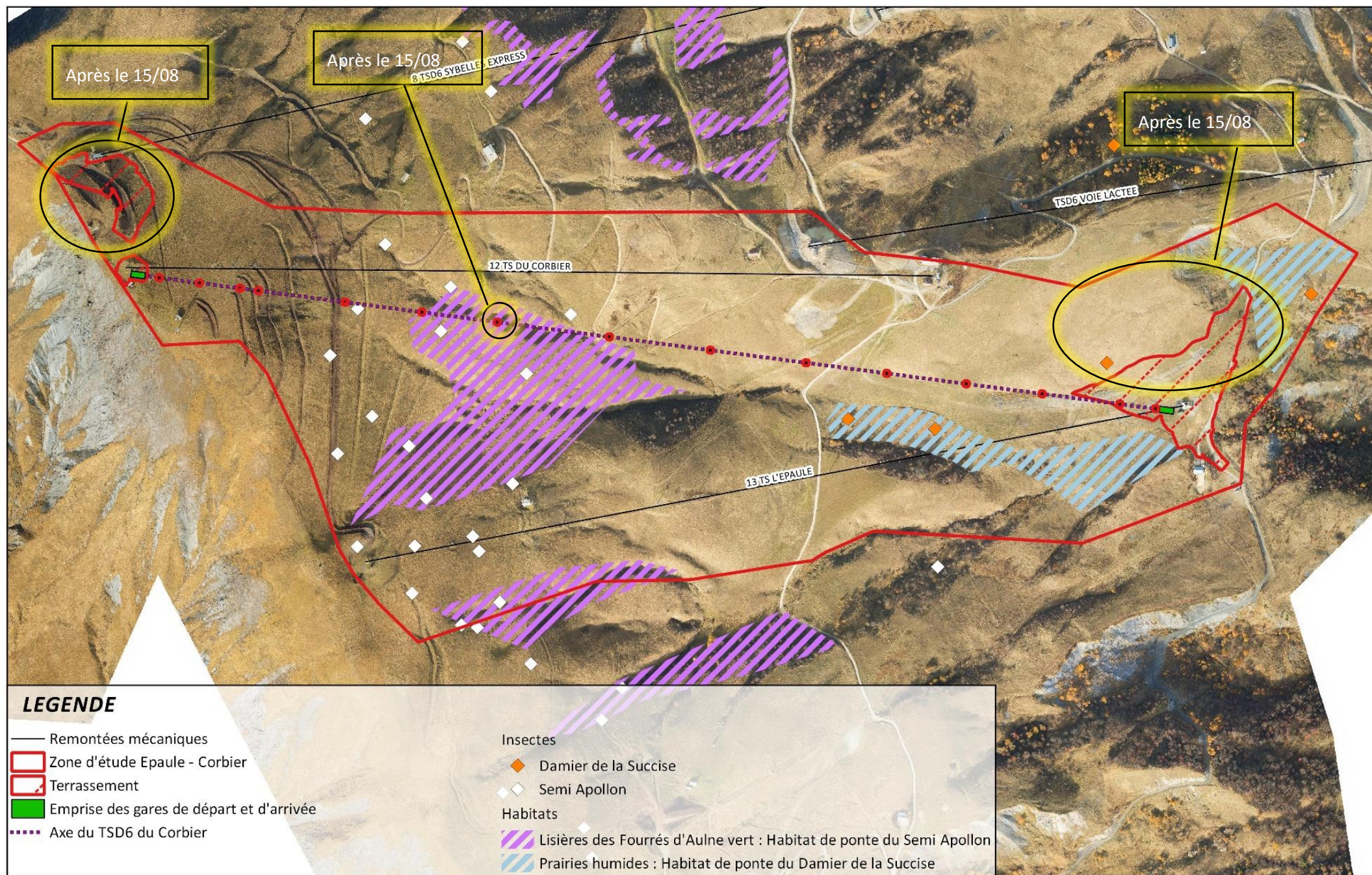
Le planning a dû également tenir compte de la disponibilité des appareils de chantier et notamment de l'hélicoptère ; nécessaire pour apporter les pylônes sur le site ou la pelle araignée, nécessaire pour certains travaux en pente forte ou en milieux sensibles.

Enfin, et c'est un point non négligeable puisqu'il concerne les conditions de travail et de sécurité des personnes présentes sur le chantier. La date d'ouverture du domaine skiable et plus globalement les conditions climatiques de l'automne engagent le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les entreprises à travailler dans des délais courts pour des réalisations importantes et en altitude.

Les conditions climatiques de fin d'été et d'automne (pluies, froids, neiges, sols qui ne sèchent plus, etc.) peuvent mettre en péril la réalisation des travaux et surtout la sécurité du personnel travaillant sur le site. Les conditions d'accès et de travail, sont davantage dangereuses à cette période et à cette altitude.

Pour la définition du planning de chantier pour l'installation du nouveau télésiège débrayable du Corbier, ont été pris en compte :

- Les périodes sensibles des espèces dont les impacts ont été évalués à très forts avant les mesures (Tarier des prés, Accenteur alpin, Lézard vivipare)
- Les périodes de nidification des espèces pour lesquelles la destruction des couvées ou des individus peuvent être impactées par les travaux (Tarier des prés, Accenteur alpin, Lézard vivipare ; Semi Apollon ; Pipit spioncelle)
- Les espèces dont les périodes sensibles peuvent être dérangées par les travaux (représentés par les espèces les plus sensibles citées ci-dessus)
- Les périodes de fontes de la neige, induisant la mise en eau des talwegs (qui alimentent les zones plus humides du versant en contre-bas de la zone de travaux)
- Les difficultés d'accès aux zones de travaux,
- Le temps nécessaire pour réaliser les travaux avec une mise en sécurité optimale du personnel de chantier,
- L'arrivée des premières neiges et des vagues de froid de début novembre,
- L'altitude de la zone d'étude.



Effets des terrassements sur les habitats de Reptiles et d'Amphibiens

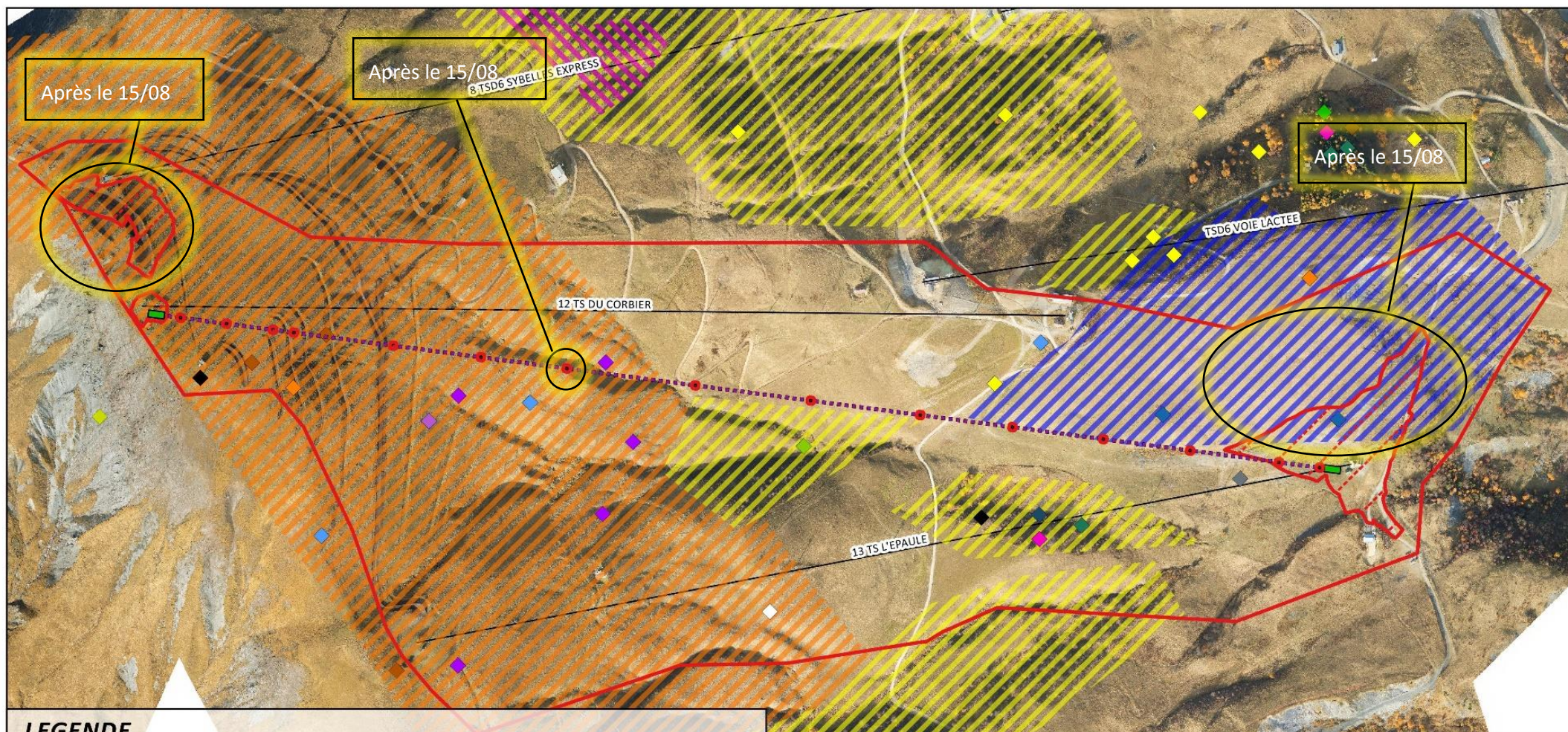
N° AFFAIRE: 20171290

DATE: 09/2017 SOURCE: MDP, IGN



0 200 400 600 800 m





LEGENDE

— Remontées mécaniques	◆ Faucon crécerelle	◆ Pipit spioncelle
□ Zone d'étude Epaule - Corbier	◆ Fauvette à tête noire	◆ Pouillot véloce
Oiseaux	◆ Lagopède alpin	◆ Rougequeue noir
◆ Accenteur alpin	◆ Merle de roche	◆ Tarier des prés
◆ Aigle royal	◆ Mésange alpestre	◆ Tarin des Aulnes
◆ Alouette des champs	◆ Mésange charbonnière	◆ Tétrás lyre
◆ Bergeronnette grise	◆ Niverolle alpine	◆ Traquet motteux
◆ Bruant jaune	◆ Pie-Grièche écorcheur	◆ Venturon montagnard
	◆ Pinson des arbres	

LEGENDE

Habitats
◆ Arbustes et prairies : Habitat de reproduction du Bruant jaune
◆ Mosaique landes-pelouses : Habitat de reproduction du Tétrás lyre
◆ Pelouses d'altitudes : Habitat de reproduction de l'Alouette des champs
◆ Prairies et pelouses d'altitude : Habitat de reproduction du Tarier des prés
◆ Emprise des gares de départ et d'arrivée
◆ Terrassements
◆ Axe du TSD6 du Corbier



Effets des terrassements sur les habitats d'oiseaux

N° AFFAIRE: 20171290

DATE: 09/2017 SOURCE: MDP, IGN



0 200 400 600 800 m



Nom Français	Enjeux	J		F		M		A		M		J		J		A		S		O		N		D	
Lézard vivipare (Talwegs)	TRES FORT																								
Pipit spioncelle (Prairies et pelouses)	FORT																								
Tarier des prés (prairies aval)	TRES FORT																								
Accenteur alpin (Prairies et pelouses)	TRES FORT																								
Semi-apollo (Aulnaie et talwegs)	FORT																								
Présence de la neige – Grands froids	TRES FORT																								
		J		F		M		A		M		J		J		A		S		O		N		D	
ENJEUX GLOBAL		FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	FORT	MODERE	MODERE	MODERE	FAIBLE	FAIBLE	MODERE	FORT	FORT	FORT
Période acceptée pour la préparation du chantier : piquetage et venue des engins																									
Période de travaux																									

Pour les périodes sensibles, l'étude s'est majoritairement appuyée sur le Carnet Ornitho, Aide à la prospection des oiseaux nicheurs en Rhône Alpes rédigé par e CORA et la LPO, 2009

10.1.3 MR2 – Installation de chantier

Les installations de chantier seront implantées hors des zones sensibles identifiées comme telles : les talwegs et les zones humides.

Les aires de stockages des hydrocarbures (cuve à fioul) seront abritées de la pluie et équipés de dispositif de rétention étanche. L'entreprise retenue pour le terrassement assurera la surveillance des conditions de stockages et de manipulations des produits polluants.

L'entretien des véhicules de chantier ainsi que leur approvisionnement en carburant seront effectués en dehors des zones sensibles, dans un lieu non susceptible de permettre un transfert rapide d'une pollution accidentelle vers les eaux de surface ou souterraines.

Voir MR6 pour le plan d'accès et de stockage

10.1.4 MR4 – Revégétalisation

Le réensemencement de l'ensemble des zones terrassées sera effectué à la suite du chantier selon un processus rigoureux pour garantir le succès et la pérennité de l'opération.

Les précautions suivantes seront prises de manière à obtenir une plus rapide cicatrisation du milieu :

- Adapter les semences aux différentes conditions écologiques,
- Éviter toute divagation d'engins après le réensemencement,
- En cas d'atteinte accidentelle au couvert végétal en dehors du chantier, un traitement immédiat avec réensemencement selon les mêmes modalités sera obligatoirement entrepris.

Sur les zones concernées, la cicatrisation du milieu est estimée de 2 à 3 ans. Le retour complet d'un habitat prairial riche est estimé de 10 à 15 ans en fonction de la pente et des conditions édaphiques du sol.

Ainsi, les impacts paysagers permanents seront réduits significativement à partir de la troisième année.

Le réensemencement se fera sur les surfaces de prairies mésiques (E2.7), d'altitude ou de fauche pour la majorité.

Un rappel du plan de réensemencement sera fait à l'équipe technique avant le chantier. Un suivi aura lieu afin de contrôler le respect du plan de réensemencement.

Le coût de la mesure comprend :

- l'achat du mélange pour 0.75 hectares

La main d'œuvre est incluse dans le budget alloué pour le terrassier.

Le coût du suivi est compris dans la mesure MS1.

Le coût de la mesure MR4 s'élève à environ 7500 € HT pour la reprise de la piste de liaison.

10.1.5 MR5 – Réduction du risque de pollution turbide et chimique – Préconisations hydrogéologue

Le risque de pollution chimique est dû à l'utilisation d'engins et d'outils motorisés dans les zones d'étude. Pour limiter ce risque et parer tout incident éventuel, plusieurs préconisations seront appliquées.

Le risque de pollution turbide est dû aux ruissellements sur des terrains où le sol a été mobilisé par les travaux eux-mêmes ou le passage d'engins.

10.1.5.1 Kits antipollution

Chaque engin sera équipé d'un kit antipollution conforme à l'engin concerné. Le personnel des entreprises de réalisation sera informé de la présence de ce kit et formé à son utilisation. La manipulation d'outils motorisés (tronçonneuse par exemple) fera également l'objet d'une manipulation attentive. Les équipes à pied seront elle-aussi équipées d'au moins un kit antipollution.

10.1.5.2 Formation des personnels

Les entreprises retenues devront être informées des sensibilités de chaque site en chantier et formées à l'application des bonnes pratiques et autres mesures. Cette sensibilisation sera faite grâce à une réunion d'information préalable au démarrage des chantiers. Un affichage de ces bonnes pratiques pourra être mis en place sur les différentes zones de chantier durant la totalité des travaux. Afin de préserver au mieux le milieu naturel, les entreprises retenues devront s'engager à respecter la réglementation en vigueur.

10.1.5.3 Gestion des déchets

Les déchets produits par les constructions et les démantèlements (notamment les bâtiments) seront gérés selon la réglementation en vigueur. Leur stockage ne sera possible que sur les aires de stockage qui seront définies lors de l'installation de la base vie du chantier. Des contenants adaptés seront fournis par les entreprises de réalisation à qui incombera la charge de leur collecte et de leur élimination.

10.1.5.4 Limitation des travaux en période de pluie

Les travaux de terrassement seront stoppés lors des événements pluvieux importants pour éviter les ruissellements de surface.

- *Aucun renvoi d'eau ne sera effectué dans les ruisseaux de l'Ollaz et de Pré Racourt*
- *Toutes les précautions seront prises pour ne pas polluer le sol, en particulier par le déversement d'hydrocarbures :*

+ les engins de terrassement seront stationnés la nuit et le week-end en dehors des périmètres de protection. C'est à cet emplacement que s'effectueront l'approvisionnement en carburant et en huile ainsi que les opérations de vidange et d'entretien

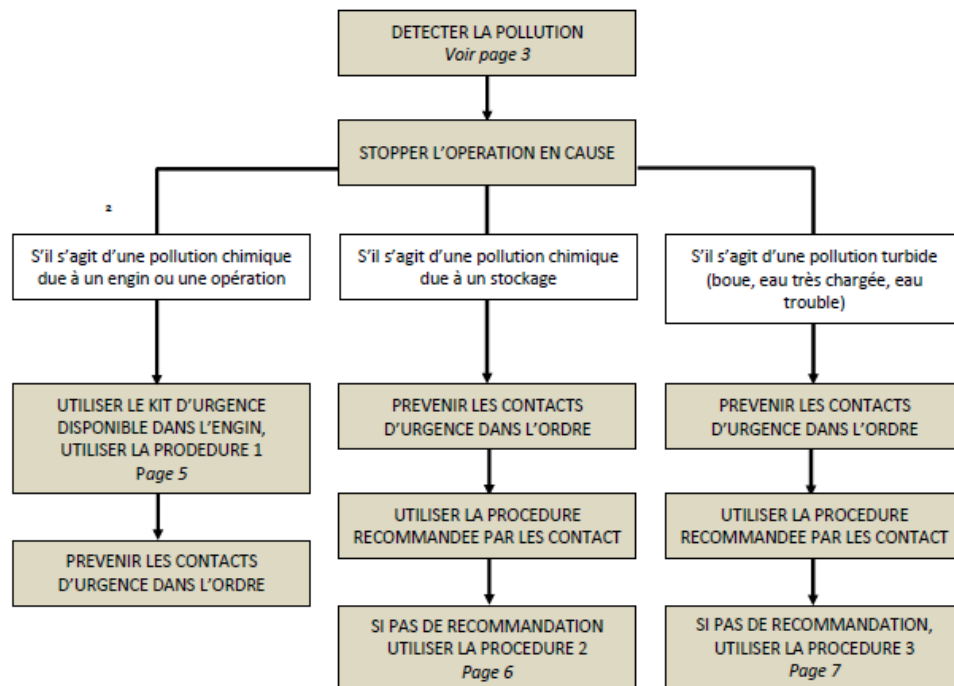
+ les engins disposeront d'un matériel de récupération et de confinement des hydrocarbures en cas d'accident, de panne, de fuites ou de rupture de flexible : un kit antipollution d'intervention d'urgence comportant les produits nécessaires pour contenir et arrêter la propagation de la pollution (boudins), absorber les liquides répandus sur le sol (feuilles, coussins, tapis absorbant) et récupérer les déchets d'absorbants (sacs étanches) ainsi que des obturateurs de flexibles

- Lors de l'engazonnement de la piste et ultérieurement pour son entretien, l'emploi d'engrais organiques, fumier, lisiers, purins, boues de station d'épuration...sera interdit. Seul sera autorisé l'apport d'un amendement minéral de type « Vert Pistes » à doses modérée (+100 kg/hectares). »

10.1.5.5 Réalisation et mise en place d'un plan d'urgence

Un plan d'urgence réalisé avant le début des travaux sera disponible sur le chantier. Il contiendra des précisions sur les points suivants :

- Un diagramme fonctionnel d'action
- Une aide à la détection d'une pollution
- La liste des contacts d'urgence et l'ordre dans lesquels faire appel à eux
- Les procédures d'urgence à mettre en place selon les cas et selon le diagramme



Exemple de procédure d'urgence

Ce plan devra être réalisé en fonction de l'entreprise retenue et des particularités du chantier en termes d'engins, d'équipes et d'organisation du travail.

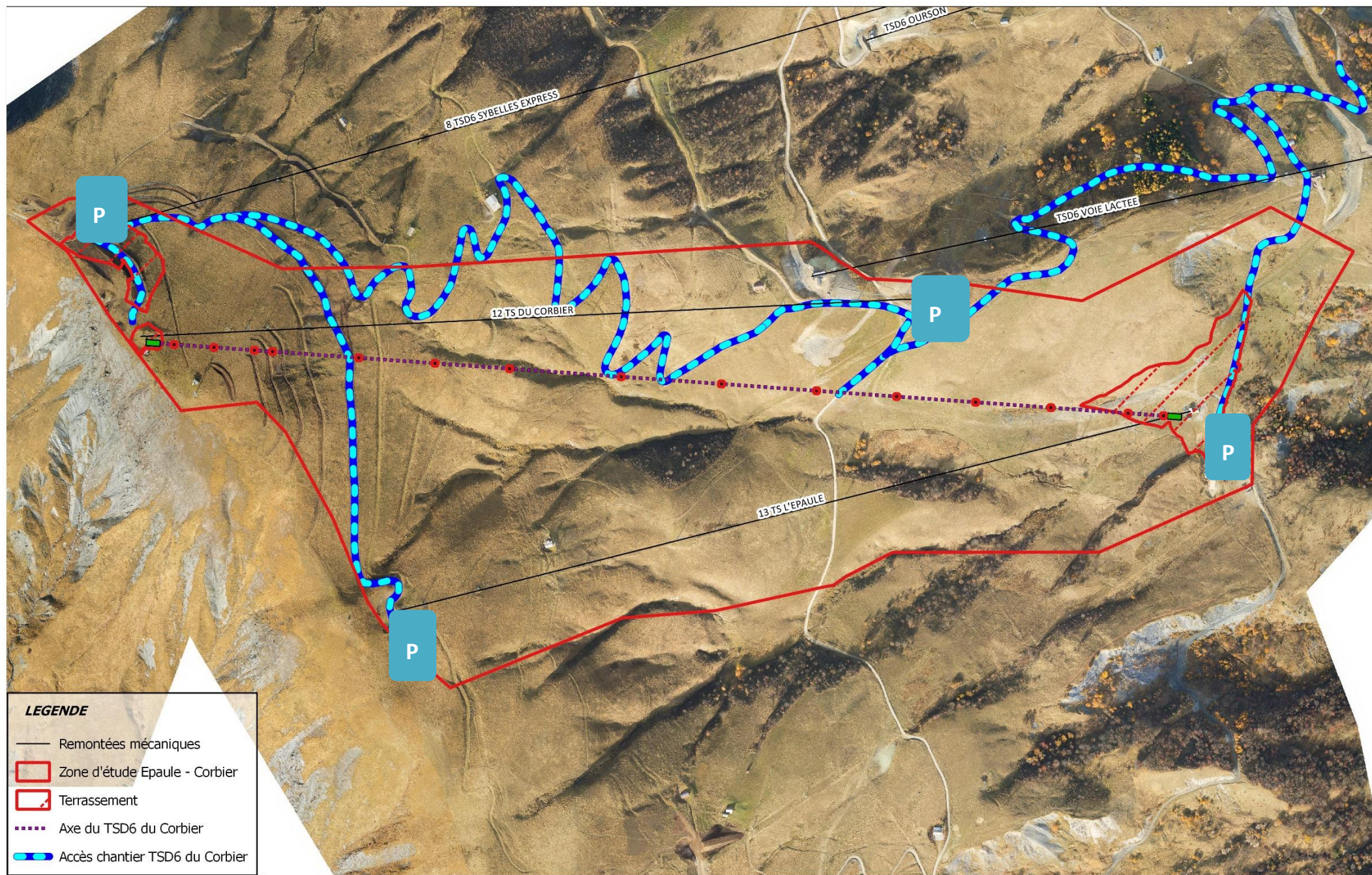
10.1.6 MR6 - Plan de circulation, de stationnement et de stockage

Les engins emprunteront les pistes carrossables déjà existantes ce qui évitera toutes divagations. Le stationnement de longue durée (nuits et jours non travaillés) ne sera possible que sur les aires dédiées représentées sur la carte page suivante. De la même manière, tout stockage ne sera possible que sur ces aires de stationnement qui seront positionnées en dehors du périmètre rapproché de captage.

Les stockages seront conformes à la réglementation. Autrement dit, leurs positions, leurs modalités (contenant, quantité, approvisionnement) seront définies en fonction de la substance et/ou du matériel, et ce, sous le contrôle du maître d'ouvrage, des maîtres d'œuvre et du coordinateur sécurité et protection de la santé.

La carte page suivante est un schéma de principe. La position et la surface exacte des zones de stockage, de stationnement/dépose seront affinées dans les phases suivantes du projet directement sur le terrain de manière à valider les choix avec les entreprises de réalisation (en fonction des matériels utilisés, des évolutions non substantielles du projet, etc.).

Voir carte page suivante.



Plan de circulation, de stationnement et de stockage

N° AFFAIRE: 20171290

DATE: 09/2017 SOURCE: MDP, IGN



0 200 400 600 800 m



10.1.7 MR8 – Suivi des sources de Racourt et de la Freydière

Durant les travaux, on procédera à un suivi bi-journalier du débit et de la turbidité visuelle des sources de Pré Racourt et de la Frédière afin de pouvoir réagir rapidement en cas de problème.

10.1.8 MS1 – Suivi environnemental de chantier

La mesure MS1 a pour objectif le contrôle du respect des mesures énoncées dans la présente étude d'impact et dans la présente demande d'examen au cas par cas.

Cette mesure prévoit cinq visites sur le chantier avec, pour chacune, des comptes rendus.

- 1 réunion de lancement avec l'entreprise de terrassements et d'équipement neige pour la mise en place des préconisations de mises en défens
- 3 réunions en cours de travaux pour attester de l'efficacité des mesures et les réadapter si besoin, contrôler la turbidité de l'eau.
- 1 en Année n+1 pour évaluer l'efficacité des mesures (bonne reprise, pas de ravinement, présence des zones humides en aval, etc.)

Le coût de la mesure MS1 est de 3 500 € HT.

11. CONCLUSION

Le projet de piste a été présenté une première fois dans le cadre de l'étude d'impact pour la réalisation du télésiège du Mont Corbier (avis favorable du Commissaire enquêteur le 8 mars 2018, à retrouver en annexe). Cependant, les zones de terrassement se situant en périmètre de captage, un hydrogéologue a émis un avis défavorable sur le projet.

Le projet a donc été revu dans sa technicité en prenant en compte les préconisations de l'hydrogéologue. Les hauteurs affouillements ont été respectées (pas plus de 3 mètres) lors de la définition du projet et les recommandations de l'hydrogéologue seront respectées lors des travaux.

Le projet se situe sur une piste déjà existante, sur des habitats anthropisés. Les travaux seront réalisés après le 15 août pour éviter tout dérangement de la faune.

Le principal enjeu du projet réside dans le fait qu'il se trouve en périmètre de protection de captage. L'avis de l'ARS a été pris en compte dans la définition du projet. De plus, lors des travaux, les préconisations de l'hydrogéologue seront respectées.

Ainsi, une étude d'impact pour ce projet ne semble pas nécessaire.

12. ANNEXE

12.1 ANNEXE 1 - CONCLUSION DU COMMISAIRES ENQUETEUR SUR L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE AU PROJET DE REMPLACEMENT DES TELESIEGES DE L'EPAULE ET DU CORBIER PAR LE TELESIEGE DEBRAYABLE DU MONT CORBIER – 8 MARS 2018

COMMUNE DE VILLAREMBERT (SAVOIE)

DOMAINE SKIABLE DES SYBELLES - STATION DU CORBIER

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE AU PROJET DE REMPLACEMENT
DES TELESIEGES DE L'EPAULE ET DU CORBIER
PAR LE TELESIEGE DEBRAYABLE DU MONT CORBIER**

Ouverte du 29 janvier au 28 février 2018

*

**CONCLUSIONS
DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

Table des matières

a.	Objet de l'enquête publique :	3
b.	Rappel des éléments essentiels de l'enquête.....	3
c.	Déroulement de l'enquête	5
d.	Appréciation sur le projet dans sa globalité	6
e.	Bilan avantages/inconvénients du projet.....	7
f.	Appréciation partielle sur l'étude d'impact :.....	9
g.	Sur le risque économique à long terme pour la SATVAC et pour la Commune.....	11
h.	Avis et recommandations du commissaire enquêteur.	13

a. Objet de l'enquête publique :

La présente enquête publique a pour objet de porter à la connaissance du public non spécialiste le projet « *de remplacement des télésièges de l'Epaule et du Corbier par le télésiège débrayable du Mont Corbier* ». Elle vise à lui donner les moyens d'en apprécier les impacts en particulier sur l'environnement, mais aussi à permettre au responsable du projet (SATVAC) d'avoir une connaissance aussi complète que possible des préoccupations ou suggestions exprimées par le public ayant participé à l'enquête ainsi que de l'avis motivé du Commissaire Enquêteur et d'y apporter, s'il le souhaite, les réponses les plus complètes et les plus précises possibles.

Pour autoriser le présent projet soumis à la procédure dite d'évaluation environnementale, le Maire en sa qualité d'autorité compétente, prendra en considération l'étude d'impact, l'avis des autorités mentionnées au V de l'article L122-1 du code de l'environnement ainsi que le résultat de la consultation du public. La décision de l'autorité compétente doit être motivée au regard des incidences notables du projet sur l'environnement. Elle précise les prescriptions que devra respecter le maître d'ouvrage ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs notables. Elle précise également les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine.

Ledit projet est entièrement situé sur la commune de Villarembert. La demande d'autorisation d'exécuter les travaux (DAET) a été déposée à la mairie de Villarembert le 24/10/2017 (n° PC07331817R6001) par la SATVAC sous la désignation « construction d'un télésiège débrayable 6 places du Mont Corbier ». La commune de Villarembert est l'autorité organisatrice de l'enquête publique. Ladite enquête publique a par conséquent été prescrite par un arrêté du Maire de Villarembert en date du 4 janvier 2018 (exécutoire le 5/01/2018).

La décision susceptible d'être adoptée au terme de l'enquête est la délivrance de l'arrêté accordant l'autorisation d'exécuter les travaux de construction du télésiège débrayable du Mont Corbier en remplacement des télésièges de l'Epaule et du Corbier.

b. Rappel des éléments essentiels de l'enquête.

Le projet concerne la construction d'un appareil de remontée mécanique soumis à la rubrique 43 du Code de l'Environnement relative aux remontées mécaniques de loisirs transportant plus de 1500 passagers/heure. Les travaux de terrassement pour les reprises des pistes liées à cet aménagement ont une superficie inférieure à 4ha et seront réalisés dans une zone déjà aménagée. Les enneigeurs, déjà existants sur ces zones terrassées, seront réutilisés. La superficie enneigée ainsi que le volume d'eau utilisé vont rester inchangés¹.

¹ Les informations techniques permettant de définir le cadre réglementaire applicable sont détaillées aux pages 44 et 45 du dossier soumis à l'enquête publique.

En vertu de l'article R122-2 du code de l'environnement, l'opération est traitée dans sa globalité par le processus d'évaluation environnementale (remontée mécanique, terrassement, reprise du dispositif d'enneigement). Elle est soumise de droit à une étude d'impact et donc à une enquête publique en application des articles L122-1 et s. et R123-1 du Code de l'Environnement.

Il n'y a pas eu de concertation préalable spécifiquement organisée avec le public sur ce projet. Pour autant, le projet a été évoqué à de multiples reprises permettant au public d'en avoir connaissance en amont de la présente enquête (séances du conseil municipal, publications dans la presse et via l'information municipale, communication commerciale de la SATVAC, dialogue intercommunal, Observatoire de l'Environnement du Groupe MAULIN.SKI).

L'Autorité Environnementale a été sollicitée en amont dans les délais réglementaires. En l'absence de réponse dans le délai imparti (10 janvier 2018), son avis a été réputé tacitement favorable. Toutefois, un précédent projet ayant été réalisé sur la période 2016-2017 concernant la construction de 4 remontées mécaniques et un permis d'aménager le « Front de Neige » ainsi qu'un espace pour les débutants, l'avis de l'Autorité Environnementale délivré alors pour ladite première tranche (26 février 2016) a pu nourrir en partie l'appréciation que je porte sur le présent projet.

J'ai procédé à une visite de reconnaissance de terrain sur l'ensemble du secteur concerné par le projet le 27 décembre matin, en compagnie de M. CHOUDIN, représentant la SATVAC et du Maire de Villarembert, M. BERTHIER. Malgré des chutes de neige qui réduisaient la visibilité ce jour-là, cette visite a été particulièrement utile pour bien comprendre certains des aspects du dossier, s'agissant notamment des modelages de terrain envisagés et de l'intérêt d'exploiter la topographie des lieux pour optimiser le dispositif actuel de remontées mécaniques.

3 permanences réparties sur la période de l'enquête ont été tenues par le Commissaire Enquêteur à la mairie : Lundi 29/01/2018, lundi 12/02/2018 et mercredi 28/02/2018 chaque fois de 14H00 à 17H00.

L'arrêté municipal prescrivant l'enquête a été signé le 4 janvier 2018 et stipule notamment : l'objet de l'enquête, sa durée de 31 jours (du 29/01/2018 et 28/02/2018 inclus), la liste des pièces du dossier, le lieu de son dépôt et les heures durant lesquelles il peut être consulté en version papier, les coordonnées nécessaires pour le consulter dans sa version numérique, les modalités pour en obtenir une copie, le nom du Commissaire Enquêteur et les dates et heures de ses permanences, l'adresse électronique dédiée pour déposer des observations par courriel, l'adresse postale pour les transmettre par courrier traditionnel, le délai imparti au Commissaire Enquêteur pour la remise de son rapport et de ses conclusions ainsi que les modalités de consultation de ces documents par le public, les mesures de publicité de l'enquête publique par voie de presse et d'affichage, le lieu et la personne auprès de qui obtenir toute information sur le dossier, les modalités de consultation du conseil municipal au vu des conclusions du Commissaire Enquêteur, la nature de la décision qui sera prise à l'issue de l'enquête.

c. Déroulement de l'enquête

L'information du public, telle qu'elle est régie par l'article L123-10 du code de l'environnement, a été conforme aux prescriptions de l'arrêté municipal du 4 janvier 2018 précité. En particulier, les affiches au format réglementaire ont été mises en place en des lieux pertinents pour l'information du public durant toute la durée de l'enquête. Des avis ont été publiés dans la presse le 11/01/2018 dans les journaux d'annonces légales Le Dauphiné Libéré et La Maurienne puis le 31/01/2018 dans Le Dauphiné Libéré et le 01/02/2018 dans La Maurienne. Le dossier en version papier et son registre d'enquête ont été constamment tenus à la disposition du public durant les heures d'ouverture de la mairie durant les 31 jours de l'enquête, soit du 29 janvier au 28 février 2018. Un ordinateur a été tenu à la disposition du public au secrétariat de la mairie pour y consulter la version numérique. La version numérique du dossier d'enquête publique était par ailleurs disponible depuis tous lieux 24H/24H sur le site internet de la mairie et la faculté de transmettre un courriel au commissaire enquêteur a été opérationnelle sans discontinuer comme je l'ai vérifié régulièrement.

L'enquête s'est déroulée dans un excellent climat. Le personnel de la mairie chargé du dossier s'est montré positif et réactif à mes demandes d'information et m'a fait bon accueil à chacune de mes visites ou permanences. Le maire de Villarembert s'est montré disponible et ouvert lors de nos trois entretiens en préparation ou en cours d'enquête. Il en a été de même de la part du Président de la 3CMA avec qui j'ai eu un long entretien sur les aspects prospectifs des stations de sport d'hiver en Maurienne. La SATVAC a été également coopérative lors de la visite du site, de la présentation du projet, de la fourniture de compléments d'information et s'est également montrée disponible pour une rencontre approfondie avec son président et son responsable du projet à deux reprises.

A l'issue de l'enquête, seuls deux avis favorables ont été exprimés par voie électronique (registre dématérialisé). Le premier de M. Christophe BRUYERE, Directeur de l'Ecole de ski Français (courriel du 17/02/2018). Le deuxième de Mme Anne-Marie PICOT, Présidente de l'Association des propriétaires et copropriétaires du Corbier (courriel du 24/02/2018) .

Une réponse prenant acte de ces avis favorables et de leur motivation a été adressée par mes soins à chacun d'eux le 26 février 2018. Aucune autre observation n'ayant été déposée ou exprimée, l'enquête a été clôturée comme prévu le mercredi 28 février à 17H00.

J'ai ensuite dressé en deux exemplaires un procès-verbal de synthèse. Considérant que les éléments en ma possession à l'issue de l'enquête et les deux seules observations favorables recueillies n'appelaient pas de réponses particulières de la part du responsable du projet comme il me l'a confirmé, j'ai présenté ce procès-verbal le mercredi 28 février à 17H30 à M. Jérôme CHOUDI, représentant la SATVAC qui l'a signé avec moi pour approbation. Le dossier complet d'enquête publique et son registre m'a été remis en mains propres par le maire de Villarembert le soir même de la clôture, soit le 28 février 2018 à 18H00.

d. Appréciation sur le projet dans sa globalité

Sur le plan matériel, relationnel et réglementaire, l'enquête s'est déroulée dans d'excellentes conditions de professionnalisme, d'efficacité, de réactivité et de transparence, tout autant de la part des services de la mairie que de son maire mais aussi des représentants de la SATVAC, de la DDT ou du Président de 3CMA. A chacune de mes demandes, j'ai eu des réponses claires et manifestement sincères. Les acteurs du projet se sont montrés impliqués et responsables, en particulier s'agissant des enjeux environnementaux, sociétaux et économiques.

Pour la présente enquête, deux avis favorables ont été cependant exprimés par voie électronique comme indiqué ci-dessus. Ces deux avis rejoignent le mien quant à leurs motivations sur l'efficacité de l'équipement et la sécurité des pistes améliorées pour le premier, la dynamisation économique pour le second.

Aucune objection ou contreproposition n'a été émise en complément. Ce constat est à rapprocher de la situation identique rencontrée lors de l'enquête publique « Front de neige » menée en 2016 par le commissaire enquêteur Bernard RATEL. Au cours de cette procédure et à part l'encouragement de l'Ecole de Ski Français, aucune autre observation n'avait non plus été formulée par le public, ni même par les militants de l'environnement.

Ce projet de requalification de la station du Corbier, pourtant ambitieux et de notoriété publique, est manifestement non polémique. Il semble être bien accepté par la population, les clients et propriétaires immobiliers de la station, ses commerçants et artisans, ainsi que par les organisations et personnes qui veillent à la préservation de l'environnement. Il est connu aux différents niveaux de l'intercommunalité. On peut probablement mettre cette acceptation par abstention sur le compte de plusieurs éléments positifs :

- Une population municipale, des commerçants et des propriétaires immobiliers qui vivent, pour leur grande majorité, de l'activité économique générée par la station et dont les intérêts sont régulés par la prospérité du Corbier et plus généralement celle du domaine skiable des Sybelles ;
- Le projet mis à l'enquête se caractérise par une évidente amélioration de l'impact sur le paysage (suppression de la moitié des pylônes et des gares), du confort et de la sécurité sur les pistes, ainsi que par une modernisation des remontées mécaniques contribuant à la compétitivité de la station dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Ce qui va dans le sens de l'intérêt public local.
- A la lecture de l'étude d'impact, le projet et ses modalités opérationnelles et de suivi montrent un impact dans l'ensemble assez mesuré sur l'environnement et à tout le moins susceptible d'être bien contrôlé, voire évité ou réduit.
- Une bonne transparence dans les projets de la SATVAC et son attitude proactive pour la prise en compte des enjeux environnementaux. Cette attitude se manifeste dès la conception des projets (étude d'impact globale, illustrée et documentée ; financement d'études techniques préliminaires ; soin dans la prise en compte des observations formulées par les bureaux d'études missionnés ; révision du projet en cours d'étude ; engagements écrits ; rapports

de suivi pour des opérations antérieures). Elle est démontrée par exemple par la rédaction de PV de suivi des impacts sur le terrain, durant et après la réalisation des travaux. La SATVAC finance à cet effet des missions dont elle présente les résultats au sein de son Observatoire de l'Environnement et les capitalise sur son SIG environnemental. Cette posture est corroborée par l'avis de l'Autorité Environnementale émis pour le projet « Front de neige » 2016-2017 qui souligne l'engagement formel du maître d'ouvrage, la SATVAC, de réaliser l'ensemble des engagements présentés dans le document, élément encore rare dans les études d'impact, et son choix de faire des études d'impact globales. Elle salue enfin une étude d'impact bien construite dont la forme est à encourager.

Concernant la maîtrise foncière, la signature d'une autorisation de passage par tous les propriétaires des terrains qui seront impactés par le projet n'est pas entièrement acquise. Or, ces autorisations, ou l'établissement d'une servitude d'utilité publique, seront en effet requis pour la délivrance du permis de construire. Le conseil municipal de Villarembert en a donc délibéré durant l'enquête (le 5 février 2018) en approuvant le dossier de création d'une servitude d'utilité publique pour la construction du TSD6 du Mont Corbier et demandé au Préfet de la Savoie d'engager la procédure. Ce point me semble particulièrement important à régler le plus vite possible tant il comporte un risque de recours des propriétaires post-travaux qui pourraient mettre à la fois la SATVAC et la mairie en situation de faiblesse pour convenir d'un accord à posteriori.

e. Bilan avantages/inconvénients du projet

A l'examen, il y a d'évidence des **impacts positifs** comme la consolidation de l'activité touristique et donc économique de la station et du domaine des Sybelles. On peut estimer que ce projet sera en effet déterminant pour l'emploi sur la commune, les ressources financières et fiscales de cette dernière au simple motif qu'il vise à sauvegarder l'attractivité de la station dans un contexte de plus en plus concurrentiel. Un effet positif est également attendu pour la sécurité des skieurs avec une diminution projetée de l'accidentologie sur la piste ainsi qu'une amélioration de la fluidité sur l'ensemble du domaine skiable. Le projet améliore également le bilan énergétique lié au fonctionnement des remontées mécaniques substituées (de l'ordre de 50%). Un appareil neuf et d'une technologie récente est généralement toujours moins couteux à l'entretien et en mise à niveau réglementaire que deux anciens. En outre, le choix de simplifier la situation actuelle (1 TSD au lieu de 2 et reprise des pistes) va contribuer à la réduction globale des coûts d'exploitation (sécurité et gestion des flux simplifiées) pour la SATVAC, élément évidemment important, voire vital, dans son plan d'affaires. Il s'agit en effet de n'exploiter plus qu'un seul télésiège au lieu de deux, le nouvel appareil étant en outre beaucoup plus performant en débit. Une diminution des nuisances sonores et paysagères est attendu avec le démantèlement de deux vieux appareils aboutissant à deux fois moins de pylônes et de gares. Enfin, le projet générera un confortement du zonage agricole As par la restitution des emprises du télésiège de l'Epaule à démonter.

Bien évidemment, la possibilité de suramortissement permis par l'article 39 *decies* du CGI (suramortissement exceptionnel) est une opportunité certaine pour le plan de financement du projet et pour la performance économique de la station.

Tous ces éléments plaident évidemment en faveur du projet.

Mais ses impacts sur son environnement ne sont pas neutres pour la diminution temporaire de l'espace agricole et sa perturbation durant les travaux, L'activité agricole est en effet impactée de manière plus ou moins importante (déplacements des troupeaux surtout). Une concertation anticipée et poursuivie durant les travaux avec le ou les exploitants de cette zone sera bienvenue, notamment en regard de l'avancement d'un an de la programmation du chantier. D'autres risques (pollutions, détournement des eaux de captage, perturbations faune et flore) semblent pouvoir bénéficier d'un train de mesures d'évitement répertoriées ME1 à ME4, de réduction (MR1 à MR7) et de suivi (MS1 et MS2). Des effets cumulés sont à prendre en compte avec les opérations réalisées en 2016 sur le versant du Corbier et sur le versant de la Chal ainsi que sur la piste des Vadrouilles. Ces opérations ont généré un dérangement des cortèges faunistiques ainsi que des effets sur le paysage et sur l'agriculture. Les mesures qui avaient été alors proposées pour ces travaux ont visiblement été respectées et ont fait l'objet d'un suivi qu'on retrouve en annexe du dossier. Il y manque toutefois des comptes-rendus de réunions annoncées en 2016 pour la suite des travaux et l'évaluation du chantier post travaux. Des effets cumulés sont aussi à venir avec d'autres projets potentiellement réalisables cette année ou les années suivantes, notamment la reprise de la piste Raccourt (dérangements, effets sur les écoulements de versant).

Afin d'éviter ou réduire ces impacts, les différentes mesures d'évitement, de réduction et de suivi précitées ont été répertoriées dans le projet. Le Maître d'Ouvrage s'est engagé, par écrit dans le dossier, à respecter ou mettre en œuvre chacune de ces mesures et à en supporter le coût qui s'élève à **48 050€ HT** (à majorer du coût de la mesure d'accompagnement et de suivi concernant l'Observatoire de l'Environnement). Cet engagement formel, repris par le maître d'œuvre, m'apparaît en effet comme une excellente garantie pour le résultat attendu desdites mesures. C'est aussi un indicateur concret de l'état d'esprit pro-actif du maître d'ouvrage dans le pilotage de ses opérations vis-à-vis de la prise en compte des enjeux environnementaux et des intérêts économiques de leur voisinage.

Au total, ces mesures qui permettraient de réduire considérablement les impacts sur l'environnement, me paraissent suffisamment convaincantes même si des effets résiduels modérés demeurent en ce qui concerne le dérangement de la faune et la modification temporaire de prairies. Le tableau de synthèse pages 285 à 289 montre que les effets forts et très forts deviennent faibles ou modérés grâce aux mesures précitées. J'y vois là une démonstration du bénéfice directement généré par le processus d'évaluation environnementale ainsi qu'une approche intelligente du principe de précaution appliqué aux intérêts de la station touristique, à ceux de la commune comme à ceux de l'environnement et des activités agricoles voisines.

En outre, le projet prévoit le démantèlement de deux appareils vétustes et leur remplacement par un seul appareil. Une excellente contribution à la qualité paysagère du site (moitié moins

de pylônes et de gares) et une réduction du risque de collision par câble pour les oiseaux (seul un câble demeurera à l'issue du projet et dont la visibilité sera renforcée par un balisage spécifique).

Sur les risques hydrogéologiques : Le projet a été revu en cours d'étude de faisabilité pour intégrer les enjeux hydrogéologiques (jusqu'au retrait de la zone B sous la gare amont, zone dont l'aménagement est renvoyé à une procédure ultérieure). Une réflexion a également été menée vis-à-vis du périmètre de protection de captage pour réduire la profondeur des affouillements. Cette capacité à amender le projet, en amont des travaux, préservera de bien des improvisations sur place une fois l'entreprise confrontée aux imprévus. Elle ouvre surtout la voie à des alternatives intelligentes en diminuant le risque de regrettables points de non-retour potentiels.

Concernant le volet géotechnique : Il s'agit d'une étude préliminaire, le maître d'ouvrage prévoyant une étude géotechnique spécifique pour chacune des gares et pylônes. Cette première analyse a permis de concevoir le projet en positionnant les pylônes hors des emplacements considérés comme problématiques ou pouvant constituer un risque. La production de ces informations, certes assez techniques, en amont du projet est également très profitable à la bonne compréhension de son volet géologique, au moins pour savoir qu'il existe et qu'on n'implante pas des pylônes sans s'assurer qu'ils seront bien ancrés.

Sur le risque d'avalanches : Le projet de TSD6 du Mont Corbier est concerné par l'avalanche référencée CLPA n°1 pour laquelle un complément d'étude devra être mené lors de la réalisation des ouvrages pour résister aux charges d'avalanche ou de reptation. Les modalités d'organisation des opérations de sauvetage sont considérées comme classiques et intégrées au sein du PIDA local. La visite sur place paraît confirmer que les moyens envisagés conviennent à la topographie du secteur et aux risques évalués.

Sur la compatibilité avec les règlements d'urbanisme : Le projet de remplacement des télésièges de l'Epaule et du Corbier par le TSD6 du Mont Corbier s'inscrit en cohérence avec les problématiques évoquées pour le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du futur SCOT. Le projet paraît également compatible avec le PLU approuvé le 5 avril 2017 pour le secteur concerné. Au vu de l'analyse de ses impacts limités sur les espaces agricoles (voire positifs après le démontage du TSD de l'Epaule) et du fait de l'absence de boisement, le projet paraît donc compatible avec les règlements d'urbanisme.

f. Appréciation partielle sur l'étude d'impact :

Dans son ensemble, l'étude d'impact présentée est globale et porte bien sur l'ensemble de l'opération. Elle est par ailleurs bien illustrée et permet à un lecteur non spécialiste de comprendre le projet et d'en mesurer facilement l'impact sur l'environnement. Elle m'est apparue complète et sérieuse, menée à l'évidence de manière collaborative entre le bureau d'étude MDP et la SATVAC. Elle est convaincante dans la démarche, enrichit et exploite de bonne façon le SIG environnemental mis en place par le groupe MAULIN.SKI, actionnaire principal de la SATVAC.

Elle montre qu'une bonne analyse des impacts et des suggestions intelligentes quant au déroulement et aux ajustements des travaux est de nature à moduler significativement les impacts recensés en amont, en les réévaluant comme faible ou modérés, là où ils étaient en première approche identifiés comme forts à très forts.

Les conclusions de cette étude d'impact prouvent le bienfondé de la procédure d'évaluation environnementale en ce sens qu'elle rend possible l'évitement ou la réduction et par conséquent la réalisation du projet dans des conditions optimales vis-à-vis de tous les intérêts en présence.

Le Président de la SATVAC a signé des engagements pour la mise en œuvre de ces mesures. Une situation rare et à souligner selon l'avis de l'autorité environnementale de 2016 (front de neige du Corbier), ce qui conforte encore la pertinence du processus suivi par le maître d'ouvrage.

Les comptes-rendus du chantier 2016, joints au dossier d'enquête comme illustration du projet de suivi préconisé, montrent que les différentes mesures qui ont été inscrites dans le DCE dudit chantier ont mené à des résultats positifs :

- Une bonne présence des entreprises et maître d'ouvrage à ces réunions.
- La réalité de ce suivi par la SATVAC et les acteurs du chantier, assistés par MDP ;
- Une bonne appropriation par tous ces acteurs malgré les contraintes d'organisation (optimisation du planning des équipes) selon le bilan tiré.
- La contribution des entreprises à l'ajustement du planning s'est montrée profitable et essentielle pour trouver les bonnes solutions.
- L'intelligence collective déployée sur le chantier se traduisant par des adaptations arbitrées dans l'intérêt du chantier et de ses impacts environnementaux lors de situations imprévues (météo, précipitations, minages, eau dans le sol), voire à l'initiative des entreprises au-delà des mesures prescrites.
- Le dialogue avec les alpagistes s'est poursuivi durant le chantier pour restreindre au mieux les perturbations sur les déplacements des troupeaux
- Des bénéfices profitables ont été relevés pour les outils d'information (cartographie) selon la préférence exprimée par les acteurs du chantier.
- Un bon respect global des mesures préconisées mais la nécessité de rappels sur certains points en direction des acteurs du chantier (entreprises ou comportement des individus). Ce point confirme l'importance de la formation/information des équipes en amont du chantier pour assurer une bonne appropriation individuelle et collective. Cette précaution est susceptible de favoriser la bonne exécution des mesures et génère encore plus d'intelligence et de pertinence devant des situations imprévues car il y a alors une compréhension globale et collective des intentions environnementales.
- Il manque toutefois des comptes-rendus de réunions annoncées pour la suite et l'évaluation du chantier post travaux.

Les PV de visite sur le terrain pour l'accompagnement des fondations des pylônes et gares montrent également un bon suivi de l'exécution. La DAET annexée au dossier comprend l'engagement du signataire à respecter les prescriptions figurant dans l'étude d'impact (en reprise des engagements figurant sur chacune des Fiches Mesures de ladite étude), et des

engagements complémentaires sur la gestion des accès. Le contrat de maîtrise d'œuvre semble porter sur une mission complète, gage de sécurité dans l'exécution du projet. Le Maître d'œuvre TIM reprend pour sa part l'engagement de suivre toutes les recommandations de l'étude d'impact par une pièce signée par M. Favre incluse dans la DAET. Enfin, le planning joint à la DAET reprend les contraintes de cadencement proposées par l'étude d'impact et contraignantes en effet pour la gestion du chantier, mais validée dans les engagements du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Au total, l'ensemble de ces éléments plaide en faveur du dossier et confère une assurance confiante dans le respect sur le terrain des engagements pris par le maître d'ouvrage. Il s'agit d'un projet marqué au final par plus d'avantages que d'inconvénients.

g. Sur le risque économique à long terme pour la SATVAC et pour la Commune.

L'examen du dossier au regard de son montage et du profil de la commune de Villarembert, le débat sur la transformation climatique mondiale, les recommandations de la Cour des Comptes publiées en 2011 sur la « *gestion des domaines skiables en Rhône-Alpes* », ainsi que le rapport public annuel de la CDC de février 2018 sur « *les stations de ski des Alpes du Nord face au réchauffement climatique* » invitent à rechercher dans le projet les éléments d'une démarche stratégique prenant notamment en considération :

- Le réchauffement climatique, menace reconnue à moyen terme pour l'enneigement des stations de moyenne altitude ;
- Le refroidissement des lits, en sortie de dispositifs fiscaux, assez marqué sur le Corbier
- Une DSP contractualisée pour une période de 30ans, durée déterminante pour le modèle économique de la SATVAC, mais allégée par le « suramortissement Macron »
- De lourds investissements contractuels et effectifs, organisés par cette DSP et par nécessité pour la station de rester compétitive, attractive ;
- Un environnement concurrentiel qui s'accroît aux plans régional et international ;
- Une compétence tourisme transférée à la communauté de communes 3CMA par la loi NOTRe.

Or, la DSP de 30 ans passée avec la SATVAC fait porter les responsabilités de l'autorité délégante à la commune de Villarembert forte de seulement 250 habitants. En particulier, les articles relatifs à la déchéance et à la résiliation anticipée du contrat sont porteurs de conséquences. Même si Villarembert dispose d'un budget de fonctionnement 10 fois supérieur à la moyenne de sa strate démographique, sera-t-elle en mesure de faire face à une situation de rupture ou de difficulté économique de la DSP ?

L'Etat agit en faveur du regroupement des initiatives locales au sein de communauté de communes ou de groupements d'autorités organisatrices. C'est également l'encouragement prôné par la Cour des Comptes et par la Caisse des Dépôts et Consignations dans leurs rapports sur les stations de sport d'hiver et une stratégie recommandée par nombre d'observateurs économiques.

Selon son maire, la commune de Villarembert souhaite garder la main sur sa stratégie de développement touristique d'hiver et le bénéfice complet de la DGF Tourisme (et la taxe de séjour). Pour lui, le ski n'est pas au centre des préoccupations de la plupart des communes de la 3CMA. Mais il n'est pas hostile à un regroupement des différents Offices de Tourisme des Sybelles, cette possibilité n'étant à ses dires envisageable que si toutes les stations obtiennent le label « station classée tourisme ». Ce qui ne serait pas garanti pour toutes, au vu des conditions à remplir.

A l'approche annoncée d'un déficit récurrent d'enneigement, d'un risque de désaffection progressive de la clientèle préférant d'autres loisirs moins onéreux ou tout simplement différents, d'un refroidissement de l'appareil immobilier du fait de la non reconduction d'avantages fiscaux, une réflexion en ce sens des autorités en charge du tourisme d'hiver dans la vallée de l'Arvan semblerait utile, peut-être salutaire.

Le Président de la 3CMA (Communauté de Communes Cœur de Maurienne-Arvan) se déclare préoccupé par cet enjeu à moyen ou long terme pour l'économie et l'emploi sur le territoire. A cet égard, il s'efforce de conduire une concertation avec les maires et les Offices de Tourisme de la Vallée de l'Arvan. Elle semble bien avancer pour les activités d'été mais tarde pour les activités de ski.

Pour la SATVAC, la question du réchauffement climatique n'est pas en soit un risque pour le Corbier. Les technologies d'enneigement artificiel sont d'ores et déjà au point pour prendre le relais. Les lits dits froids n'empêchent pas de constater que le taux de renouvellement de la clientèle reste élevé. Pour lui, il y a une réelle résilience des clients pour la neige, ce qui n'exclut cependant pas des actions de promotion ainsi que des progrès importants à accomplir pour rester dans la course. Il admet que la reconquête des copropriétés actuelles reste un rude défi malgré des locaux défavorisés car anciens, donc moins attractifs pour une clientèle dont l'infidélité et l'exigence vont croissant du fait de la concurrence. Pour éviter de générer de nouvelles copropriétés à l'avenir, la station envisage de faire porter les prochaines opérations immobilières par des foncières ou des SCPI sur la base de concepts constructifs rendant pratiquement impossible la vente à la découpe. La SATVAC convient que l'avenir du Corbier passe par l'unicité du domaine des Sybelles. Les coopérations sont généralement bonnes entre les différents exploitants du périmètre. Pour autant, il lui semble très préférable que cette unification procède de la seule initiative des opérateurs et non des institutions.

En synthèse de ce volet, le risque économique évoqué ci-dessus n'est pas minoré dans les préoccupations du maire de Villarembert, du président de la 3CMA ni de celles du président de la SATVAC. Il demeure qu'en l'absence de mise en place d'un réel processus spécifique à la prise en compte de ces aléas, la DSP pourrait progressivement rigidifier voire tendre les relations entre les parties à sa signature du fait de la réduction progressive des marges de manœuvre. Sans même invoquer l'affaiblissement des communes vis-à-vis de leur délégataire dénoncé par la Cour des Comptes et la CDC, les tensions qui naîtraient pourraient, dans le temps, être sources de conflits et mettre en difficulté à la fois la SATVAC et la commune.

h. Avis et recommandations du commissaire enquêteur.

Dans ces conditions et considérant

- Que l'enjeu économique du projet est capital pour la sauvegarde économique de la station du Corbier, voire du domaine des Sybelles, et partant pour l'emploi, le commerce, l'artisanat et les finances de la commune de Villarembert ;
- Que les impacts du projet, chantier et post chantier, sur l'environnement restent faibles à modérés après la mise en œuvre effective des mesures de réduction ou d'évitement mentionnées dans le dossier ;
- Que le maître d'ouvrage et son maître d'œuvre s'engagent respectivement par écrit à mettre en œuvre lesdites mesures, y compris celles de suivi ;
- Que la cohabitation du chantier avec l'activité pastorale sur le site d'implantation doit faire l'objet d'une attention particulière ;
- Que le processus d'autorisation de passage n'est pas terminé avec certains des propriétaires qui n'ont pas encore été identifiés ;
- Que pour régler cette situation, une procédure d'établissement d'une servitude d'utilité publique a été mise en œuvre par la mairie ;
- Que les modelages de terrain prévus sur la zone B (sous la gare amont) ont été renvoyés à meilleure analyse et une nouvelle procédure ;

Je soussigné Jean-Jacques DUCHENE, Commissaire Enquêteur en charge du présent dossier, déclare donner un

AVIS FAVORABLE

au projet de remplacement des télésièges de l'Epaule et du Corbier par le télésiège débrayable dit TSD6 du MONT-CORBIER.

J'y ajoute quatre **recommandations** pour la bonne suite des opérations :

- Reprendre et poursuivre le dialogue pendant toute la durée du chantier avec le ou les exploitants des espaces pastoraux pour éviter ou réduire au mieux toute perturbation éventuelle du fait des travaux ou des personnes sur le terrain.
- Mener à son terme le plus rapidement possible la procédure de servitude d'utilité publique afin de régler la question des autorisations de passage.
- Prendre concrètement l'initiative d'une coordination stratégique à l'échelle du domaine des Sybelles pour anticiper le mieux possible les transformations économiques et environnementales à venir, peut-être rapidement.
- Organiser une formation/information motivante des équipes travaux en amont du chantier pour une bonne appropriation, individuelle et collective, favorable à la bonne exécution des mesures préconisées par l'étude d'impact.

Fait à la Motte-Servolex, Le 8 mars 2018

Signé : Jean-Jacques DUCHENE

Commissaire Enquêteur.

**12.2 ANNEXE 2 - RAPPORT HYDROGEOLOGIQUE SUR UN PROJET DE
CONSTRUCTION DE TELESIEGE ET DE REPROFILAGE D'UNE PISTE DE
SKI STATION DU CORBIER – COMMUNE DE VILLAREMBERT - 11
OCTOBRE 2017**

RAPPORT HYDROGEOLOGIQUE
sur un projet de construction de télésiège et de
reprofilage d'une piste de ski
Station du Corbier
Commune de Villarembert
(Savoie)

Par Jean-Charles CARFANTAN
Docteur en Géologie et
Minéralogie appliquées
Docteur d'Etat ès Sciences
Hydrogéologue agréé pour la Savoie

Aix-les-Bains, le 11 octobre 2017

Le présent rapport a été établi par le soussigné Jean-Charles CARFANTAN, Docteur en Géologie et Minéralogie appliquées, Docteur d'Etat ès Sciences, Hydrogéologue agréé pour la Savoie, à la demande de la SATVAC (Société Anonyme des Téléskis, Villarembert, Arves, Corbier). Il fait suite à une visite sur le terrain effectuée le 9 octobre 2017 en compagnie de Mademoiselle Julie DAL-BON, Directrice Adjointe de la SATVAC, et de Monsieur Steven LEBORDAIS, Directeur du Service des Pistes.

Objet

Avis sur le projet de construction du nouveau télésiège 6 places du Corbier et le reprofilage de la piste de liaison entre l'arrivée de ce télésiège et l'arrivée du télésiège des Sybelles express. Les travaux se situeront en grande partie à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée des captages privés d'eau potable de Pré Racourt et de la Frédière.

Rappel

Les sources privées de Pré Racourt et de la Frédière alimentent en eau potable le restaurant d'altitude « Chalet 2000 » qui est aussi raccordé au réseau public d'eau potable. Ces sources ont fait l'objet d'un rapport hydrogéologique établi par moi-même le 15 juin 1993 lors de la demande du Permis de construire pour le réaménagement du chalet. Les périmètres de protection des 2 sources ont été définis dans ce rapport. Un Arrêté Préfectoral relatif aux conditions d'utilisation des 2 sources a été pris le 17 janvier 1994. Il stipule, entre autres, que les excavations de plus de 3m de profondeur sont interdites dans le périmètre de protection rapprochée commun aux 2 sources.

J'ai établi 2 autres rapports concernant les sources de Pré Racourt et de la Frédière à l'occasion de projets de travaux à l'intérieur de leur périmètre de protection rapprochée : le 13 août 2004 (projet de construction du télésiège des Sybelles express) et le 27 mai 2017 (projet de reprise de la piste de la Grande Vadrouille).

I Cadre géologique

Il a été décrit dans mes rapports précédents. Je rappelle que les **terrains rocheux** du Corbier appartiennent à la Zone delphino-helvétique orientale, ici comprise entre le massif cristallin des Grandes Rousses et la Nappe du flysch des Aiguilles d'Arves. Il s'agit de schistes divers, d'âge jurassique inférieur et jurassique moyen.

Les **terrains meubles** de recouvrement quaternaire sont surtout des dépôts glaciaires argileux würmiens et des terrains glissés, particulièrement dans les secteurs où affleurent les schistes fins de l'Aalénien et où la schistosité est conforme à la pente topographique.

II Les sources de Pré Racourt et de la Frédière

Elles se trouvent dans le versant est de la Pointe du Corbier à l'altitude d'environ 2140m pour Pré Racourt, et de 2190m pour la Frédière. Ce sont de petites sources qui fournissent chacune un débit de quelques litres/min (Pré Racourt 12 l/mn mesuré le 23/04/17 à la fonte des neiges) d'eau de minéralisation peu accentuée (C : 200-275 μ s/cm). Le « Chalet 2000 » utilise la source de Pré Racourt en priorité puis, si nécessaire, la source de la Frédière et le réseau public d'eau potable.

L'eau des 2 sources provient des précipitations et des eaux de fonte qui pénètrent et circulent dans les diaclases et entre les feuillets de schistes calcaires du Domérien, seule formation présente dans le bassin versant. L'eau, peu ou pas filtrée naturellement, est restituée à la faveur d'un colmatage argileux des fissures ou d'un défaut local de la fracturation et non à la rencontre d'un plancher imperméable continu.

III Les travaux envisagés

A) CONSTRUCTION DU NOUVEAU TELESIEGE DU CORBIER

Il s'agit d'un télésiège débrayable 6 places à débit de 3000 skieurs/heure destiné à remplacer les télésièges fixes 4 places du Corbier et de l'Epaule du Corbier qui seront démontés.

La gare de départ du nouveau télésiège se trouvera à l'emplacement de la gare de départ du télésiège de l'Epaule du Corbier et la gare d'arrivée à l'emplacement de la gare d'arrivée du télésiège du Corbier.

Le nouveau télésiège, long de 1645m et de 370m de dénivelé, comportera 15 pylônes. La gare d'arrivée et 5 pylônes se trouveront à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée des captages de Pré Racourt et de la Frédière.

Les travaux de terrassement aux alentours de la gare d'arrivée consisteront principalement à élargir et à aplanir la plate-forme de réception des skieurs pour répondre à l'augmentation prévisible de leur nombre.

La superficie de la zone concernée est de 1600m^2 . Le volume des déblais ainsi que des remblais sera de 800 m^3 . La hauteur maximale des décaissements sera de 2,4m.

B) REPROFILAGE DE LA PISTE DE SKI

Il s'agit d'élargir et de remodeler la piste de liaison entre l'arrivée du télésiège du Corbier et l'arrivée du télésiège des Sybelles express, en raison de l'augmentation du nombre de skieurs et afin d'éviter la rencontre de skieurs venant du télésiège du Corbier avec ceux débarquant du télésiège des Sybelles express.

La longueur de la nouvelle piste sera de 175m. Son dénivelé sera de 30m soit une pente moyenne de 17 %. La largeur de la piste sera de 25m.

Il est prévu d'araser totalement une butte située en ligne de crête, proche de la gare d'arrivée des Sybelles express. La hauteur des affouillements atteindrait 7,5m. Il est envisagé de recourir aux explosifs.

IV Conditions géologiques locales

La gare d'arrivée du nouveau télésiège du Corbier, les pylônes situés dans le périmètre de protection rapprochée ainsi que la totalité de la nouvelle piste seront installés sur les schistes du Domérien, aquifère des sources de Pré Racourt et de la Frédière. On les rencontrera directement ou sous une faible couverture de terre argileuse. Il s'agit de schistes roux, très sombres où s'intercalent des dalles décimétriques de calcaires noirs à patine rousse ou brune, riches en pyrite et en nodules limoniteux. Ils sont dirigés N 30° E, à pendage est de 30 à 50°.

Conclusion

Les sources de Pré Racourt et de la Frédière sont de petites venues d'un réseau fissural établi dans des schistes calcaires. Elles sont vulnérables aux ébranlements du rocher, quant au débit, et à la pollution du sol, quant à la qualité de l'eau.

A) Construction du nouveau télésiège du Corbier

Je donne **avis favorable** à la réalisation des travaux sous réserve que :

- les travaux soient effectués conformément au projet
- le minage du rocher, même à faibles charges, soit interdit
- la hauteur des décaissements n'excède pas les valeurs prévues (2,5m max)
- toutes précautions soient prises pour ne pas polluer le sol, en particulier par le déversement d'hydrocarbures (cf . recommandations de mon rapport du 27 mai 2017)

B) Reprofilage de la piste de liaison entre l'arrivée du télésiège du Corbier et l'arrivée du télésiège des Sybelles express.

Je donne **avis défavorable** au projet actuel en raison :

- de la hauteur des affouillements envisagés (7,5 m) qui dépasse très largement la hauteur autorisée (3m) par le Décret Préfectoral du 17 janvier 1994 relatif à la protection des captages d'eau potable de Pré Racourt et de la Frédière
- de l'utilisation prévue d'explosifs.

Le projet de reprofilage de la piste de liaison devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 ainsi que les recommandations de mon rapport du 27 mai 2017 concernant la reprise de la piste de la Grande Vadrouille.

Aix-les-Bains, le 11 octobre 2017



J.C. CARFANTAN



12.3 ANNEXE 3 - ARRETE DU 17 JANVIER 1994 RELATIF A L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU RESTAURANT D'ALTITUDE CHALET 2000

PREFECTURE DE LA SAVOIE

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE ET DE LA VILLE**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

CHAMBERY, le 17 JAN. 1994

Service Santé - Environnement

Réf. : PCA/NC

Affaire suivie par : Mme DELEGLISE

Tél. 79.60.28.49

Permanence le lundi

A R R E T E

relatif à l'alimentation en eau potable
du restaurant d'altitude Chalet 2000
appartenant à Melle Patricia PORCHER
situé sur la commune de VILLAREMBERT

- - - -

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L 1, L 19, L 21, L 24 et les articles L 46, L 47 et L 48,
VU le décret 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles.
VU l'arrêté du 10 Juillet 1989 relatif à la mise en place des périmètres de protection.
VU la circulaire du 7 Mai 1990 relative aux produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine.
VU L'arrêté préfectoral du 12 septembre 1984 portant Règlement Sanitaire Départemental
VU le dossier présenté par S.C.I. la CURIAZ représentée par Mme Patricia PORCHER
VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 7 décembre 1993 et notamment le rapport géologique du 15.06.93 de M. CARFANTAN
VU la convention passée entre la commune et Melle PORCHER en date du 13 Octobre 1993
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E :

Article 1er - L'alimentation en eau potable du restaurant d'altitude CHALET 2000 sera assurée à partir des sources de la Frédière et du Pré Racourt situées respectivement aux côtes 2210 et 2160 dans le secteur du Plan Vernier, en contrebas de la Pointe de Corbier.

Article 2 - Il sera établi autour des points d'eau, à la charge du propriétaire de l'établissement, des périmètres de protection immédiate et rapprochée conformes à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

.../...

Article 3 : Sur les périmètres rapprochés, seront interdits :

- la présence habituelle d'animaux domestiques, mais non leur passage occasionnel
- les abreuvoirs et les blocs de sel
- l'épandage ou le stockage de fumiers, lisiers, boues de stations d'épuration, engrais organiques ou chimiques, herbicides.
- le stockage d'hydrocarbures liquides et gazeux
- les excavations de plus de 3 m de profondeur

Seront réglementés :

- le tracé de nouvelles pistes de ski, nouveaux chemins et sentiers de randonnée
- la construction de nouvelles remontées mécaniques
- la construction de chalets.

Article 4 : Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. Si elles devaient être traitées, le procédé de traitement, son installation et son fonctionnement feront l'objet d'une autorisation préfectorale.

Article 5 : Le propriétaire de l'établissement devra faire réaliser à ses frais au moins une fois par an en période d'occupation, une analyse de surveillance de la qualité de l'eau distribuée de TYPE D. Les résultats de cette surveillance seront tenus à la disposition de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de VILLAREMBERT, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A CHAMBERY, le 17 JAN. 1994

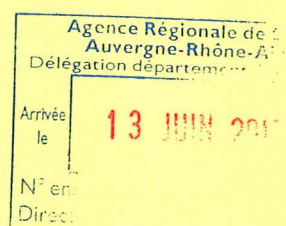
LE PREFET,



P. NORAZ

***12.4 ANNEXE 4 - RAPPORT HYDROGEOLOGIQUE SUR UN PROJET DE
REPROSE DE PSITE DE SKI – STATION DU CORBIER – COMMUNE DE
VILLAREMBERT – 27 MAI 2017***

RAPPORT HYDROGEOLOGIQUE
sur un projet de reprise de piste de ski
Station du Corbier
Commune de Villarembert
(Savoie)



Par Jean-Charles CARFANTAN
Docteur en Géologie et
Minéralogie appliquées
Docteur d'Etat ès Sciences
Hydrogéologue agréé pour la Savoie

Aix-les-Bains, le 27 mai 2017

Le présent rapport a été établi par le soussigné Jean-Charles CARFANTAN, Docteur en Géologie et Minéralogie appliquées, Docteur d'Etat ès Sciences, Hydrogéologue agréé pour la Savoie, à la demande de la SATVAC (Société Anonyme des Téléskis, Villarembert, Arves, Corbier). Il fait suite à une visite sur le terrain effectuée le 23 mai 2017 en compagnie de Mademoiselle Julie DAL-BON, Directrice Adjointe de la SATVAC, et de Monsieur Steven LEBORDAIS, Directeur du Service des Pistes.

Objet

Avis sur le projet de reprise de la piste de la Grande Vadrouille (naguère piste de la Traversée), située pour partie à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée des captages privés d'eau potable de Pré Racourt et de la Frédière.

Rappel

Les sources privées de Pré Racourt et de la Frédière alimentent en eau potable le restaurant d'altitude « Chalet 2000 » qui est aussi raccordé au réseau public d'eau potable. Ces sources ont fait l'objet d'un rapport hydrogéologique établi par moi-même le 15 juin 1993 lors de la demande du Permis de construire pour le réaménagement du chalet. Les périmètres de protection des 2 sources ont été définis dans ce rapport. Un Arrêté Préfectoral relatif aux conditions d'utilisation des 2 sources a été pris le 17 janvier 1994. Il stipule, entre autres, que les excavations de plus de 3m de profondeur sont interdites dans le périmètre de protection rapprochée commun aux 2 sources.

J'ai établi un second rapport hydrogéologique concernant les sources de Pré Racourt et de la Frédière le 13 août 2004 lors de la construction du télésiège des Sybelles express dont plusieurs pylônes se trouvent à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée des sources.

I Cadre géologique

Il a été décrit dans mes rapports précédents. Je rappelle que les terrains rocheux du Corbier appartiennent à la Zone delphino-helvétique orientale, ici comprise entre le massif cristallin des Grandes Rousses et la Nappe du flysch des Aiguilles d'Arves. Il s'agit de schistes divers, d'âge jurassique inférieur et jurassique moyen.

Les terrains meubles de recouvrement quaternaire sont surtout des dépôts glaciaires argileux würmiens et des terrains glissés, particulièrement dans les secteurs où affleurent les schistes fins de l'Aalénien et où la schistosité est conforme à la pente topographique.

II Les sources de Pré Racourt et de la Frédière

Elles se trouvent dans le versant est de la Pointe du Corbier à l'altitude d'environ 2140m pour Pré Racourt, et de 2190m pour la Frédière. Ce sont de petites sources qui fournissent chacune un débit de quelques litres/min (Pré Racourt 12 l/mn mesuré le 23/04/17 à la fonte des neiges) d'eau de minéralisation peu accentuée (C : 200-275 μ s/cm). Le « Chalet 2000 » utilise la source de Pré Racourt en priorité puis, si nécessaire, la source de la Frédière et le réseau public d'eau potable.

L'eau des 2 sources provient des précipitations et des eaux de fonte qui pénètrent et circulent dans les diaclases et entre les feuillets de schistes calcaires du Domérien, seule formation présente dans le bassin versant. L'eau peu ou pas filtrée naturellement est restituée à la faveur d'un colmatage argileux des fissures ou d'un défaut local de la fracturation et non à la rencontre d'un plancher imperméable continu.

III Le projet de reprise de la piste de ski de la Grande Vadrouille

Il est motivé par la fréquentation croissante de cette piste qui relie l'arrivée du télésiège Sybelles express aux arrivées du télésiège de l'Epaule et des téléskis de la Vadrouille et des Chalets, facilitant ainsi la liaison des domaines skiables des stations de Saint Sorlin d'Arves et du Corbier.

La piste actuelle ne sera pas modifiée de l'arrivée des Sybelles express jusqu'à une quarantaine de mètres à l'est du thalweg du ruisseau du Plan de l'Oullaz où se trouve la source de la Frédière. La reprise de la piste débutera à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée des sources qu'elle traversera d'ouest en est sur une longueur de 150m environ.

La nouvelle piste sera large de 10m et présentera une pente régulière de 12 %. Elle sera réalisée en remblais-déblais, la hauteur des décaissements n'excédant pas 1,5m. Il est prévu un léger dévers amont de la piste et une cunette de collecte des eaux de ruissellement en pied de talus. La largeur totale de l'emprise de la nouvelle piste sera d'une vingtaine de mètres.

Un réseau neige doit être installé le long de la piste. La tranchée où seront placées les canalisations d'enneigement (eau, air, électricité,.....) sera large de 1,5m et profonde de 1,3m. Le comblement de la tranchée se fera selon le dispositif de « tranparence hydraulique » (matériaux drainants , feutre anticontaminant ,.....) pour ne pas modifier les conditions naturelles du ruissellement.

IV Conditions géologiques locales

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, ainsi d'ailleurs que sur toute la longueur du parcours de la piste, on rencontrera les schistes du Domérien directement ou sous une faible couverture de terre argileuse. Il s'agit de schistes roux ou jaunâtres et de dalles calcaires décimétriques noires, à patine rousse ou brune, riches en pyrite et en nodules limoneux. Ils sont dirigés N30°E, c'est-à-dire qu'ils se présenteront en travers-bancs, à pendage est de 30 à 50°.

Conclusion

Les sources de Pré Racourt et de la Frédière qui alimentent en eau potable le « Chalet 2000 » sont des petites venues d'un réseau fissural établi dans des schistes calcaires. Elles sont vulnérables aux ébranlements du rocher, quant au débit, et la pollution du sol, quant à la qualité de l'eau..

Par conséquent :

- le minage du rocher, même à faible charges, sera interdit
- les décaissements et la profondeur de la tranchée du réseau neige n'excéderont pas les valeurs prévues (1,5m maximum).
- Les travaux seront réalisés par temps sec et suspendus en cas de fortes précipitations.
- Aucun renvoi d'eau ne sera effectué dans les ruisseaux de l'Ollaz et de Pré Racourt
- Toutes précautions seront prises pour ne pas polluer le sol, en particulier par le déversement d'hydrocarbures :

+ les engins de terrassements seront stationnés la nuit et le week-end en dehors des périmètres de protection. C'est à cet emplacement que s'effectueront l'approvisionnement en carburant et en huile ainsi que les opérations de vidange et d'entretien

+ les engins disposeront d'un matériel de récupération et de confinement des hydrocarbures en cas d'accident, de panne, de fuites ou de rupture de flexible : un kit anti-pollution d'intervention d'urgence comportant les produits nécessaires pour contenir et arrêter la propagation de la pollution (boudins), absorber les liquides répandus sur le sol (feuilles, coussins, tapis absorbant) et récupérer les déchets d'absorbants (sacs étanches) ainsi que des obturateurs de flexibles

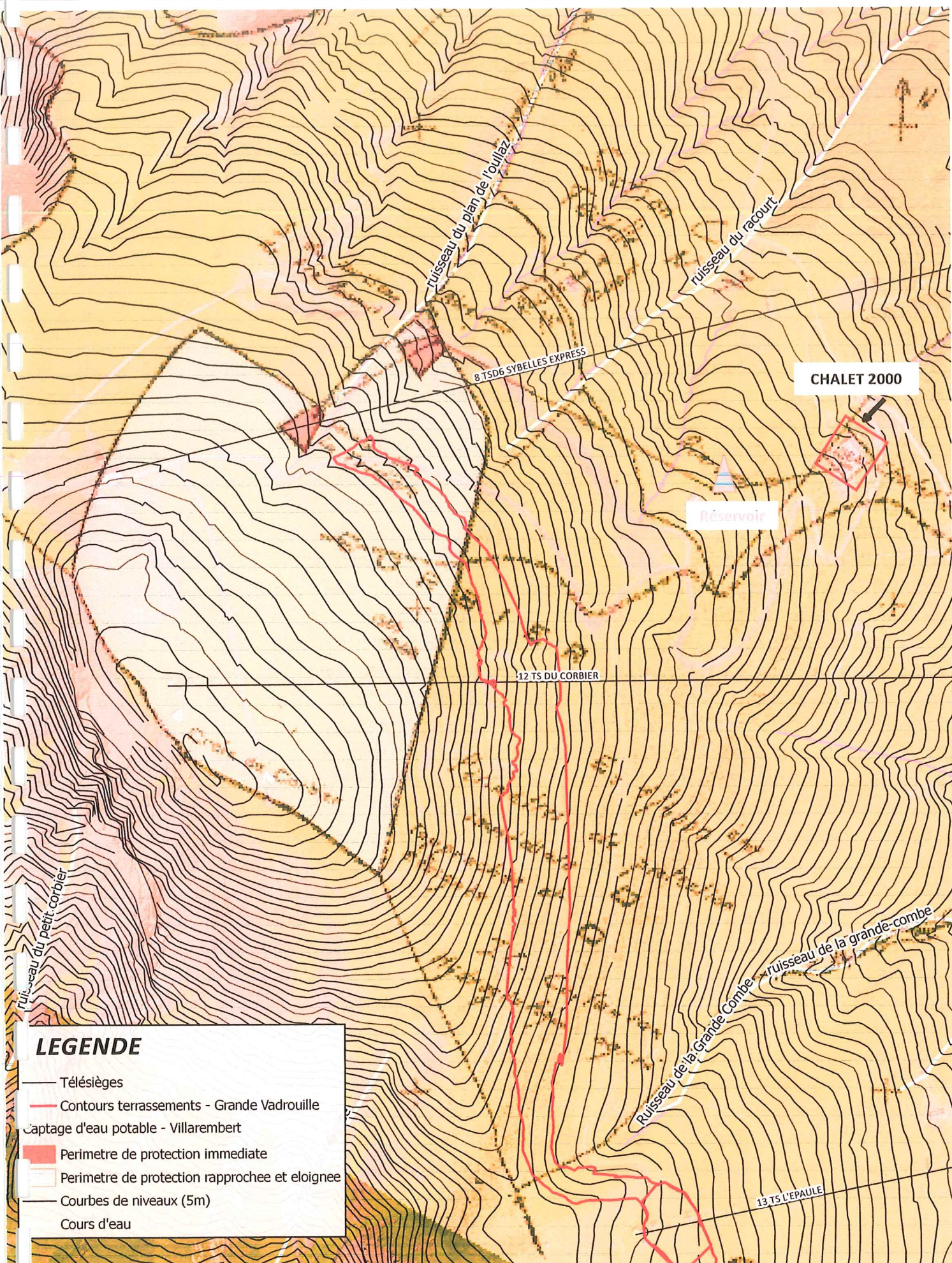
- Durant les travaux, on procèdera à un suivi bi-journalier du débit et de la turbidité visuelle des sources de Pré Racourt et de la Frédière afin de pouvoir réagir rapidement en cas de problème.
- Lors de l'engazonnement de la piste et ultérieurement pour son entretien, l'emploi d'engrais organiques, fumier, lisiers, purins, boues de station d'épuration.....sera interdit. Seul sera autorisé l'apport d'un amendement minéral de type « Vert Pistes » à doses modérées (± 100 kg/hectares).

Sous réserve de l'observation de ces prescriptions, je donne **avis favorable** à la réalisation des travaux de reprise de la piste de la Grande Vadrouille.

Aix-les-Bains, le 27 mai 2017



J.C. CARFANTAN



LEGENDE

- Télésièges
- Contours terrassements - Grande Vadrouille
- Captage d'eau potable - Villarembert
- Perimetre de protection immediate
- Perimetre de protection rapprochee et eloignee
- Courbes de niveaux (5m)
- Cours d'eau

Piste Grande Vadrouille et Périmètre de protection de captage

N° AFFAIRE: 20161204

DATE: 06/2017

SOURCE: MDP, IGN, Rapports hydrogéologiques, Kalibblue

1:5 500



